

# CADRES

C.F.T.C.

NUMERO 89  
MAI 1955

## et PROFESSION

Organe de la Fédération des Ingénieurs et Cadres de l'Industrie et du Commerce

Fêtant dans l'enthousiasme le **DIXIÈME ANNIVERSAIRE** de la Fédération  
**200 Délégués des Syndicats d'Ingénieurs et Cadres**  
réunis en Congrès, à Paris, les 22, 23 et 24 Avril, au Siège, rue Montholon  
**ONT ÉTUDIÉ LEURS PROBLÈMES PROFESSIONNELS**

### et tracé un programme d'action constructive

**C**E Congrès du 10<sup>e</sup> Anniversaire marquera profondément l'histoire de notre Mouvement syndical. La quasi-totalité de nos Syndicats étaient représentés et leurs délégués sont entrés de plain-pied dans le jeu des débats, tant étaient complètes leur information et leur connaissance des questions à débattre.

Des le vendredi, l'assistance déjà nombreuse permettait aux différentes Commissions d'aborder dans un débat très ouvert chacun des problèmes soumis à leur examen et, le soir même, les éléments de synthèse étaient réunis qui permettaient d'élaborer la motion générale du Congrès.

La séance du samedi matin mit en évidence la parfaite communauté de vues des délégués et du Conseil ; aucune divergence profonde ne s'est manifestée sur l'orientation et les initiatives du Mouvement pendant l'année.

Mais qu'on le sache bien, les Cadres, solidaires en cela avec l'ensemble des autres catégories de salariés, ne se laisseront pas frustrer des fruits d'une activité économique accrue et dont ils sont les promoteurs.

La fin de la matinée a été consacrée à l'examen des structures internes de la C. F. T. C. susceptibles d'être modifiées par le prochain Congrès Confédéral. Sur ce point encore, la quasi-unanimité des délégués a manifesté sa constante volonté de collaboration avec les autres catégories de salariés sur le plan des industries, mais dans une forme qui respecte la liberté d'expression et de décision garantie par l'actuelle structure de notre Fédération des Cadres.

Au cours du banquet présidé par M. BACON, le Ministre a exprimé sa vive sympathie à l'égard d'un Mouvement syndical qui associe étroitement les Cadres aux autres travailleurs, et annoncé la sortie prochaine du décret sur la médiation.

Les Congressistes se retrouvèrent l'après-midi pour écouter la conférence de M. LAURE sur « l'Avenir de la puissance française », conférence unanimement appréciée, au cours de laquelle l'orateur, sévère mais exact quant à son jugement sur la faiblesse du pays, montra la possibilité de refaire de la France une grande puissance par le renouvellement de nos méthodes et de nos structures trop archaïques. Mme Léon

JOUHAUX, directrice du Bureau français de l'O. I. T., avait bien voulu nous honorer de sa présence, ainsi que de nombreuses autres per-

PAR  
**A. BAPAUME**  
Secrétaire général  
de la F. F. S. I. C.

sonnalités que nous nous excusons de ne pouvoir toutes citer.

Le cadre élégant de nos grandes salles nous permit d'accueillir nos amis de l'intérieur et de l'extérieur, ve-

nus manifester leur sympathie au cours de la magnifique réception qui clôtura cette journée.

Le dimanche devait revoir dès le matin les congressistes au travail pour discuter et voter les différentes motions élaborées en Commissions et notamment celles concernant « La formation des Cadres », présentée par TOFANI, et des Problèmes Économiques, présentée par CADE.

Le Congrès connut un moment émouvant lorsque Roland LEROUX, Délégué de l'Algérie, vint exposer à la tribune la situation douloureuse et angoissante de l'Afrique du Nord et préconiser les réformes sociales qu'il conviendrait d'y instaurer si l'on veut éviter que ces populations ne souhaitent à leur tour se détacher de la France.

Et maintenant, ce Congrès qui s'est tenu dans l'enthousiasme doit se continuer dans toutes nos régions de France. Il a été la vibrante manifes-

tation d'un Mouvement qui, pour être intégré dans une grande Centrale syndicale, n'en a pas moins joué et joue encore un rôle déterminant dans l'évolution contemporaine du Mouvement social français.

Nous rappellerons un jour, à l'intention de la Presse, dite « grande », qui nous a systématiquement ignorés, que nos prises de position, réalistes et exemptes de démagogie, sont finalement celles qui passent dans les faits après que s'y furent ralliées d'autres Organisations syndicales.

Dans sa conclusion, le rapporteur général a montré la tâche immense qui nous attend encore. Comme par le passé, elle sera féconde si elle reste solidement appuyée sur le Syndicalisme chrétien qui a si profondément influencé, au cours de la première moitié de ce siècle, l'évolution sociale de notre pays.



Un groupe de Congressistes devant la M. T. C.

### Dans ce numéro

- UNITÉ D'ACTION ! par ESCHER-DESRIVIÈRES
- ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE.
- LES TRAVAUX DU CONGRÈS

Rapport moral,  
La Formation des Cadres,  
La Motion générale,  
La Motion sur les problèmes économiques,  
Le Banquet du Samedi,  
La Conférence sur l'Avenir de la Puissance Française.



# BAPAUME FAIT LE POINT

DIX ans se sont écoulés depuis que la C.F.T.C. décidait, sur l'initiative d'un petit groupe de militants, de créer une Fédération groupant les Ingénieurs et Cadres et assimilés de l'Industrie et du Commerce.

L'absence, pendant la période qui suivit la première guerre mondiale, d'un syndicalisme authentique, l'évolution des techniques industrielles et la concentration inéluctable des entreprises, enfin l'écrasement de la dernière guerre s'étaient traduits pour les Ingénieurs et Cadres par une régression sociale très marquée, au point qu'il était difficilement concevable qu'elle pût encore s'accroître.

Dès que la liberté fut rendue aux grandes Centrales syndicales, une réaction salutaire se déclencha chez les Cadres et les Ingénieurs. Ils vinrent en grand nombre demander au Syndicalisme de prendre en charge le rétablissement de leur autorité et de leur standing social. L'évolution rappelée ci-dessus ayant fait d'eux des salariés, ils venaient en 1945, soixante ans après les premiers ouvriers et employés, dix ans après les agents de maîtrise, rejoindre les rangs du Syndicalisme.

Nous aurons un jour l'occasion de rappeler quelles furent nos luttes à l'origine contre une coalition politique et patronale que nous dûmes vaincre afin de pouvoir naître. Cette formule d'un syndicalisme d'Ingénieurs et de Cadres, au sein d'une grande Confédération dite « Ouvrière », n'était pas comprise par les uns, redoutée par les autres. Elle recueillit, néanmoins, l'adhésion d'une partie importante des Cadres soucieux d'appartenir à un Syndicalisme d'inspiration chrétienne.

Dix années d'expérience ont fait la preuve de la viabilité d'une formule qui nous permet d'allier notre souci légitime d'indépendance et d'autorité et une non moins nécessaire liaison avec les autres catégories de salariés.

Les résultats immédiats obtenus par notre action montrèrent l'efficacité de nos méthodes. L'insertion de dispositions relatives aux Cadres dans la législation du travail, le rétablissement important des positions relatives en matière de rémunération des Cadres constituaient nos objectifs immédiats. Ils furent atteints lors de la remise en ordre des salaires en 1945 et 1946, par les deux organisations représentatives des Cadres, la C.G.T. et nous-mêmes, le caractère représentatif de la C.G.C. n'ayant été reconnu par les Pouvoirs Publics que plus tard (déclaration du Ministre du Travail le 8 août 1946 et décret du 24 février 1947 sur la composition du Conseil Economique).

Le régime d'inflation galopante qui suivit la guerre remit périodiquement en cause les résultats obtenus. Leur maintien relatif est dû à la pression permanente de nos organisations, la C.G.C. s'étant substituée à la C.G.T. par suite des jeux politiques auxquels cette dernière a cru devoir être — ou a été mise — en demeure de jouer. Il n'est pas dans nos intentions de rappeler ici l'ensemble des actions entreprises et des résultats obtenus depuis dix ans. Ce sera l'objet d'un rapport ultérieur. Nous voulons simplement, dans ce court préambule, montrer que, pendant ces dix ans, notre Mouvement, fortement appuyé sur l'autorité de la C.F.T.C., a fait face pour l'essentiel à toutes ses tâches. Groupant plus de cinquante Syndicats régionaux ou nationaux, il est maintenant l'un des Mouvements syndicaux de Cadres qui jouent un rôle déterminant sur le plan français et international.

Congrès après Congrès, nos Assemblées ont montré, dans une conjoncture parfois bien différente des précédentes, combien la présence syndicale était nécessaire, voire indispensable.

Les années de reconstruction du pays, l'ère inflationniste qui a suivi la guerre, la période de dépression économique de 1949, le « boom » provoqué par la guerre de Corée, enfin la période actuelle des Plans tendant à accroître le volume de la production et la productivité, ont constitué autant de situations générales conditionnant les modalités de notre action.

Cette année, notre X<sup>e</sup> Congrès n'échappe pas à la règle. Il se situe dans une conjoncture bien particulière : celle d'une production nationale en expansion, avec une relative stabilité des prix, et dont les salariés et les Cadres veulent recueillir les fruits.

L'opération est partiellement réalisée pour les bas salaires ; elle l'est à un degré moindre pour les échelons intermédiaires et dans une mesure relativement faible pour les Cadres.

Tel est le dilemme posé en 1955. Il permet de mesurer l'évolution d'un syndicalisme qui, sans cesser d'être revendicatif là et dans la mesure où il doit l'être, revendique sa part dans les résultats d'une production accrue, en somme comme une sorte d'échelle mobile des rémunérations en fonction du volume de la production.

## ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'ANNEE 1954 est certainement celle qui se présente à notre examen comme étant la plus favorable de toutes celles que nous avons analysées dans ces Rapports annuels afin de situer le cadre économique dans lequel s'est déroulée notre action. L'année précédente s'était caractérisée par une relative stabilité des indices qui mesurent le « poids » de l'activité économique. Les prix de gros et de détail accusèrent même une légère tendance à la baisse, l'indice de la production industrielle marquant un léger progrès : 143 au départ et 150 en fin d'année.

En 1954, les prix font preuve d'une stabilité très saine : l'indice des prix de gros industriels reste aux environs de 145 d'un bout à l'autre de l'année.

L'indice général des prix de gros descend légèrement de 138 à 135.

L'indice des prix de détail (213 articles) marque une hausse légère, 141 à 145.

Par contre l'indice de la production industrielle est monté de 150 en décembre 1953 à 169 en fin février 1955.

La production du pays s'est donc accrue de 12 % sans qu'il y ait eu accroissement comparatif de l'emploi. Elle correspond

bien à un accroissement de biens et de richesses pour le pays et les Syndicats sont particulièrement fondés à réclamer la part qui leur revient légitimement revenant aux producteurs salariés.

Voici le tableau de la variation des indices de production dans les grands secteurs d'activité entre 1953 et janvier 1955.

Le volume de l'emploi marque une régression du chômage. La durée hebdomadaire moyenne reste sensiblement constante : 45 h. 2 contre 45 h. en janvier 1954.

La comparaison entre ces différents indices indique de façon très empirique un accroissement à la productivité dont il serait hasardeux de fixer l'ordre de grandeur.

Les causes de cette amélioration considérable de la situation économique, sont multiples et très complexes. La première et la plus importante, nous paraît être le résultat de la politique d'investissement poursuivie, depuis près de huit ans, et dont le point de départ a été le premier plan de modernisation dit « plan Monnet ». Nous n'aurions garde d'omettre de souligner l'importance de l'aide américaine qui a

permis à l'industrie française de recevoir les matières premières et machines nécessaires à son rééquipement et à son activité, enfin, l'année 1954 a été placée sous le signe du plan de 18 mois de M. Edgar FAURE, ministre des Finances sous les gouvernements Laniel et Mendès-France, avant de devenir lui-même pour quelque temps chef du Gouvernement. Nous n'avons jamais bien su exactement ce qu'était ce plan de 18 mois, s'inscrivant lui-même dans le second Plan de modernisation. Nous avons même osé dire que la caractéristique de ce plan était de ne pas exister. Peut-être a-t-il porté sur des leviers particulièrement efficaces. Toujours est-il que les résultats sont là :

12 % d'accroissement de production en un an.

Rendons donc à César ce qui lui revient, mais nous qui, sur ce plan, ne croyons pas aux miracles et qui savons que l'économie d'un pays ne se mène pas à coups de baguettes... fussent-elles magiques, rendons aussi justice à tous ceux qui ont préparé ce résultat et félicitons M. Edgar FAURE de s'être trouvé ministre au bon moment.

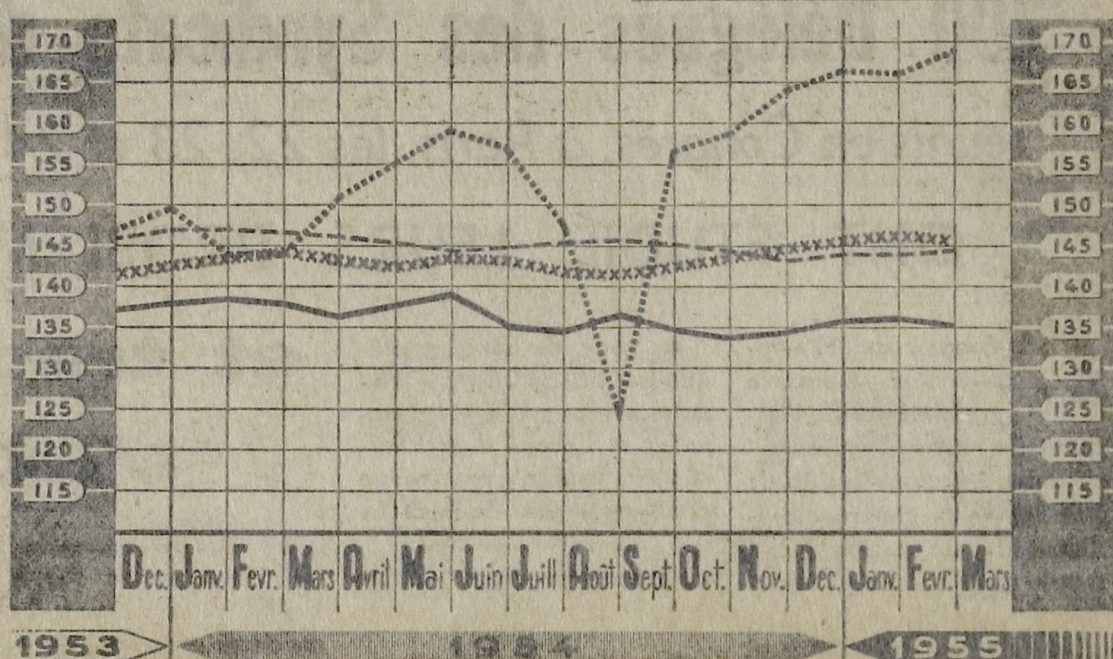
Les travailleurs salariés ont-ils bénéficié de cette situation favorable ? Il est encore trop tôt pour pouvoir en juger tout au moins dans leur ensemble. Les décisions gouvernementales ont porté le salaire minimum de

100 francs à 115 puis à 121 fr. 50, soit une majoration de 21,5 %, mais ces hausses n'ont pas eu de répercussions très sensibles sur les rémunérations réelles de l'ensemble des catégories.

L'indice général des salaires, établi trimestriellement par le Ministère du Travail et qui porte essentiellement sur les salaires ouvriers marque dans le courant de l'année une majoration de 8 % (500 au 1<sup>er</sup> janvier 1954, 539 au 1<sup>er</sup> janvier 1955).

Tel est, à travers l'examen des indices de quelques éléments essentiels de l'activité économique, le cadre dans lequel s'est déroulée notre action au cours de l'année 1954.

Références : I.N.S.E.E.



## CONVENTIONS COLLECTIVES ET RÉMUNÉRATIONS

Le dernier mouvement important et général des salaires date de septembre-octobre 1951. Il s'était caractérisé par la fixation du S.M.I.G. à 100 fr., zone 0 et une majoration quasi générale de 15 %.

Ce mouvement a donné lieu à la conclusion d'accords et de conventions ou à des décisions patronales comportant des barèmes de rémunérations minima.

Depuis cette date et jusqu'au moment où la pression syndicale a incité le Gouvernement à intervenir, les salaires ont en général marqué une lente progression enregistrée par l'indice général mentionné ci-dessous :

Tableau de la variation de l'indice général des salaires

	Janv.	Avril	Juillet	Oct.
1951...	—	—	407	458
1952...	470	475	479	481
1953...	481	486	488	493
1954...	500	516	521	522
1955...	539			

Il enregistre une majoration des salaires de 6 à 7 % jusqu'au début de 1954, portée à 15 % en janvier 1955. Durant cette même période, l'indice des prix de détail accusait une majoration de 4,6 % jusqu'au début de janvier 1954 et de 6 % environ de la même date à janvier 1955. Les grèves d'août ont marqué de façon énergique la ferme intention des travailleurs d'obtenir un relèvement de salaires en dehors de la justification par les prix, en fonction de la seule nécessité d'accroître le niveau de vie de la population laborieuse et notamment de celle disposant de ressources insuffisantes.

C'est alors que le Gouvernement fit savoir aux Centrales syndicales son intention de lier le relèvement du niveau de vie au progrès de la production prévue dans le plan de 18 mois.

Le 8 avril il déclarait :

« La réalisation du plan ne doit pas se traduire seulement par une augmentation de 10 % du niveau de production, mais s'accompagner d'une augmentation parallèle du pouvoir d'achat des salariés. Prenant acte

des travaux de la Commission supérieure des Conventions collectives concernant les ressources individuelles et familiales, le Gouvernement estime possible d'affirmer en particulier que la réalisation du plan d'expansion devra permettre, par étapes, d'assurer aux salariés et aux consommateurs français les améliorations qu'ils réclament. »

La Commission supérieure des Conventions collectives avait estimé à 27.000 francs la valeur des ressources minima nécessaires pour un célibataire. Le Gouvernement fixait le salaire minimum à 115 francs en février et à 121 fr. 50 en octobre, sous forme de primes fixes s'ajoutant au S.M.I.G. Deux raisons motivaient cette formule :

1. Ne pas provoquer une hausse généralisée des salaires ;
2. Éviter une nouvelle majoration des loyers dont le mode de calcul est lié au S.M.I.G.

L'initiative du Gouvernement étant la seule prérogative qu'il soit autorisé à prendre en vertu de la législation en vigueur, il fit connaître, notamment lors de son rendez-vous d'octobre, que l'accroissement de la production devait permettre une majoration des salaires et qu'il souhaitait que cette dernière se réalise par la conclusion de Conventions collectives.

La suite des événements devait montrer que ce n'était là qu'un souhait, et que le Gouvernement était absolument dépourvu de moyens pour le faire réaliser lorsque les Groupements d'employeurs y sont hostiles.

Deux branches professionnelles seulement ont pu régler ce problème des salaires par voie contractuelle : l'Industrie Textile et les Industries Chimiques, et encore les accords Textile ne concernent-ils que les ouvriers et mensuels et non les Ingénieurs et Cadres ; dans la Banque il fut réglé en utilisant de façon heureuse la procédure de conciliation.

Le rapporteur analyse ensuite les accords intervenus, ainsi que la situation dans les différents secteurs où le problème des salaires n'est pas réglé.

Ensuite il énumère les différentes Conventions collectives signées au cours de l'année 1954 et jusqu'à ce jour.

Ainsi se poursuit le long travail d'organisation professionnelle entrepris depuis 1950. Notre Fédération est certainement l'organisation de la C.F.T.C. qui a conclu depuis la promulgation de la loi du 11-2-1950 le plus grand nombre de conventions et d'accords.

Il reste malgré tout un certain nombre de secteurs, notamment ceux du commerce et de l'industrie alimentaire dans lesquels nous nous heurtons à un refus de la part des Fédérations patronales ; il ne faut pas nous cacher qu'il s'agit de secteurs où la participation syndicale est la plus faible.

## Procédure d'arbitrage

L'idée a fait son chemin depuis 1950. Nos adhérents se rappellent que lors de la discussion de la loi sur les Conventions collectives un projet instituant une procédure obligatoire d'arbitrage en cas de conflit n'avait pu être inséré dans la loi par suite de l'hostilité des grandes Centrales d'une part et du C.N.P.F. d'autre part. Les uns y voyant une restriction intolérable au droit de grève, les employeurs craignant que des majorations de salaires ou autres charges ne leur soient imposées par ce moyen.

Notre Fédération, en accord du reste avec la Fédération des Employés, s'était prononcée pour l'institution d'une telle procédure. La C.G.C. de son côté s'était également déclarée en faveur de l'arbitrage.

Depuis et conjointement avec les Employés nous n'avons cessé de tenter de persuader les organismes internes de la C.F.T.C. de l'intérêt d'une telle institution. Nous avons réussi, aidés en cela par les échecs de certaines grèves, à faire étudier et adopter par la Commission Confédérale d'action professionnelle un projet



# DE L'ACTIVITÉ FÉDÉRALE

d'enquête de conciliation et d'arbitrage qui a fait l'objet d'une proposition de loi, devant l'Assemblée Nationale. Ce projet a donné lieu à une étude approfondie des services du Ministère du Travail; dans l'intervalle une autre Centrale — Force Ouvrière — se déclarait à son tour d'accord pour l'institution d'une procédure allant plus loin que la conciliation.

Le Gouvernement préoccupé de voir que sa politique des salaires se heurtait à de grandes difficultés pensa les résoudre en partie en revenant à l'idée d'arbitrage. Le Ministère du Travail a donc mis au point un projet de loi instituant une procédure de conciliation et de médiation, projet inspiré dans ses grandes lignes de celui de la C.F.T.C. mais n'allant pas encore jusqu'à l'arbitrage obligatoire. Nous croyons savoir qu'il consisterait essentiellement à mettre en œuvre en cas de conflit collectif la procédure normale de conciliation. En cas d'échec, les parties, si elles le demandent, pourraient avoir recours à l'arbitrage. Sinon, elles seraient invitées à désigner conjointement un enquêteur. En cas de carence, l'enquêteur pourrait être désigné par le président de la Commission de conciliation sur une liste établie d'avance.

Cet enquêteur disposerait d'un large pouvoir pour s'informer de la situation économique de l'industrie en cause et de la situation des travailleurs. Dans un délai de huit jours, il établirait un rapport dont les conclusions constitueraient ses recommandations.

Les parties seraient alors appelées à donner leur accord ou à repousser ces recommandations. En cas de refus de l'une d'elles, le président publierait le rapport et ses conclusions.

Ce projet a été repris par le Gouvernement et nous nous emploierons avec la C.F.T.C. à le faire aboutir.

Nous saisissons cet exemple pour montrer l'efficacité de notre structure syndicale au sein d'une grande centrale. En effet, tant que l'institution d'une procédure d'arbitrage n'a été soutenue que par la C.G.C., les grandes centrales y étaient opposées, le projet est resté dans les cartons et il y serait longtemps encore. Une telle procédure intéresse d'abord et avant tout les syndicats ouvriers, et on ne voit pas qu'un tel projet puisse être réalisé contre leur volonté. Ce n'est qu'à partir du moment où la C.F.T.C. d'abord, puis la C.G.T.-F.O., se sont ralliées à l'idée d'une telle procédure que les Pouvoirs publics l'ont prise en considération. C'est en partie grâce à l'influence de nos représentants dans les organismes confédéraux que la C.F.T.C. a été amenée à modifier sa position. Ainsi, et une fois de plus, l'efficacité de notre formule est démontrée : nos problèmes ne peuvent trouver leur solution que dans le cadre général des questions intéressant l'ensemble des salariés.

## Fiscalité

Chacun d'entre nous, lorsqu'il reçoit sa feuille d'impôts sur les revenus, eut l'agréable surprise de constater qu'elle comportait une réduction importante par rapport aux impôts de l'année précédente.

L'action vigoureuse menée par notre Fédération depuis plusieurs années avait enfin donné quelques résultats. On se rappelle que lors des grèves d'août 1953, le ministre des Finances nous avait promis d'envisager un allègement de la charge fiscale supportée par les Cadres, en modifiant les modalités de calcul de la surtaxe progressive. Cette mesure était envisagée en compensation de la position prise par notre Fédération, ainsi que celle de F.O., sur le problème de la hiérarchie du S.M.I.G. tel qu'il devait ressortir des travaux de la Commission supérieure des Conventions collectives.

La réforme fiscale que certains baptisèrent « réformette », fut réalisée à l'occasion de la loi de finances de 1954 ; elle modifia sensiblement les bases de calcul de la surtaxe progressive, apportant ainsi aux salariés et notamment aux Cadres, un allègement dont chacun a pu mesurer l'intérêt.

Ces résultats, pour appréciables qu'ils soient, ne réalisent pas la justice fiscale que nous réclamons. Nous avons décidé de poursuivre nos efforts en vue d'obtenir de nouveaux allègements et c'est dans ce but que

nous sommes intervenus à plusieurs reprises auprès des ministres qui se sont succédé rue de Rivoli, ainsi qu'auprès des différents groupes parlementaires.

Nous saisissons cette occasion pour préciser notre attitude vis-à-vis du mouvement engagé par un groupement de commerçants et d'artisans mécontents des méthodes d'imposition dont ils se disent les victimes. La pression scandaleuse, qu'après d'autres groupements d'intérêts, il exerce sur un Parlement incapable de gouverner, risque d'avoir des conséquences graves pour les contribuables intégraux que nous sommes.

Il ne nous appartient pas jusqu'à présent d'intervenir, c'est au Gouvernement de faire respecter ses décisions sous peine de créer un état d'anarchie très dangereux. Les Gouvernements ne sont pas dépourvus de moyens si l'on en juge par l'utilisation coutumière des C.R.S. contre les salariés engagés dans des conflits où l'autorité de l'Etat est hors de cause.

De toute façon, nous ne saurions admettre plus longtemps qu'il y eût deux sortes de citoyens contribuables en France ; ceux dont les revenus sont totalement contrôlés par l'origine même des déclarations et ceux pouvant ne déclarer qu'une partie de leurs revenus et qui seraient par surcroît dispensés de contrôle. Nous appelons donc tous les Cadres à être vigilants quant au développement ultérieur des initiatives du sieur Poujade et de son Mouvement.

## Régime de Retraite et de Prévoyance

Notre régime n'a pas subi de modifications importantes au cours de l'année. La Commission paritaire, suivant les dispositions de l'avenant du 13 octobre 1952, a décidé de ne faire appel aux rentrées de cotisations que dans la limite de 85 % contre 80 % l'année précédente.

La suppression ou la modification des coefficients de minoration ou de majoration, en cas de départ en retraite anticipé ou retardé, qui avait fait l'objet d'une décision de notre dernier Congrès, n'a pas encore trouvé sa solution. Pourtant, la totalité sauf une des Organisations représentées à la Commission paritaire, sont maintenant d'accord. Seule la Fédération des Cadres F.O. s'est opposée à la mesure envisagée. La règle de l'unanimité qui a été fort heureusement appliquée depuis le début, exige l'accord de tous, nous nous attachons à convaincre la délégation F.O. de l'intérêt de cette mesure.

Signalons l'accord de coordination intervenu le 5 juillet 1954

## EXPOSE DES MOTIFS

« Mesdames, Messieurs,

« Le fonctionnement des caisses complémentaires de retraites organisées par les professions donne souvent lieu à des abus dont sont victimes les salariés retraités, soit par l'introduction dans leurs règlements de dispositions abusives ou lésionnaires, soit par une interprétation arbitraire de ces règlements, qui ne laissent aux intéressés d'autre alternative que d'accepter une injustice ou d'engager un procès coûteux et long durant lequel ils sont privés de la pension qui est souvent leur seule ressource.

Les propositions de loi déposées tendaient ni plus ni moins à soumettre notre régime aux règles de la Sécurité sociale, un contrôleur d'Etat ayant droit de veto sur les décisions des conseils d'administration. La presse fit état de ces projets en janvier dernier, lorsque la Commission du Travail eut à désigner un rapporteur. Le 29 janvier, notre Fédération publiait le communiqué ci-après :

Le COMITE DIRECTEUR DE LA FEDERATION DES INGENIEURS ET CADRES C.F.T.C., réuni le samedi 29 janvier, ayant eu connaissance de la proposition de loi déposée par MM. Claudius Petit et Legaret, tendant à soumettre les régimes complémentaires de retraite à la tutelle de l'Etat.

— PROTESTE contre la suspicion implicite qu'une telle proposition fait peser sur la gestion paritaire des Caisses,

— DECLARE qu'il s'opposera avec énergie à la réalisation d'un tel projet.

Notre régime de retraite soulève toujours quelques difficultés dans les négociations des conventions collectives, notamment quant à la réduction de l'indemnité de congédiement et sa transformation lorsque un cadre part en retraite ou est licencié avant 65 ans d'âge.

Le Ministre du Travail a donné la réponse suivante à une question écrite d'un parlementaire :

« Aucune disposition légale ne prévoit la cessation à partir d'un âge déterminé de l'activité des salariés. Par suite, la mise à la retraite d'office d'ouvriers de plus de 65 ans « avec une allocation instituée par l'entreprise en sus de la retraite des vieux travailleurs de la Sécurité sociale, selon un barème dégressif », constitue un licenciement. Cette mesure doit donc, en application de l'article 23 du Livre 1<sup>er</sup> du Code du Travail, être précédée d'un préavis en usage dans la profession considérée ou éventuellement fixé par la convention collective de travail. Elle peut,

Dans quelle mesure la contribution patronale à la constitution d'une retraite d'un cadre peut-elle donner lieu à une reprise totale ou partielle sous forme de suppression d'une indemnité contractuelle de congédiement ? Telle est la question complexe qu'il conviendrait de voir trancher par la Commission fédérale de retraites aidée de nos juristes.

## Sécurité Sociale

L'année 1955 revêtira une importance exceptionnelle pour la Sécurité sociale. En effet, en octobre prochain, auront lieu des élections en vue de renouveler les Conseils d'administration des Caisses de Sécurité sociale et d'Allocations familiales.

Outre l'intérêt de la présence d'éléments C.F.T.C. dans ces Conseils, deux aspects importants s'attachent à ces élections. Elles ont lieu tous les 5 ans et constituent chaque fois une sorte de référendum national permettant de mesurer l'influence de chacune des centrales dans le monde des salariés.

Il importe au plus haut point que ce test de l'influence de la C.F.T.C. soit en progression. Une nouvelle difficulté va s'ajouter cette année aux conditions antérieures de ce vote.

Dès maintenant, il convient de faire connaître dans nos milieux l'importance de ces élections.

## Reconversion

La régression économique dont souffrent depuis longtemps un certain nombre de régions a incité la C.F.T.C. à se préoccuper de solutions qui pourraient être recherchées à ce problème qui inquiète profondément ses Unions départementales.

Une telle situation se traduit généralement par un ralentissement des activités industrielles, très souvent par des compressions de personnel et des fermetures d'usines. Les cadres sont bien entendu impliqués dans cette régression et souvent victimes des mesures qu'elle entraîne.

Depuis 1952, la C.F.T.C., avec l'aide du C.I.E.R.P., a participé à une expérience très importante dans le département de l'Aude, dont l'industrie principale, la chapellerie, était en crise grave depuis plusieurs années.

D'autres régions ont décidé par la suite de s'organiser afin de rechercher des remèdes possibles capables de développer les économies régionales.

Les Organismes officiels, le Plan, les Centres d'aménagement du territoire, etc., se sont également préoccupés du problème qui, finalement, a fait l'objet



A. BAPAUME

commentant le rapport moral

d'examen et de prises de décisions importantes par le Gouvernement.

Deux ordres de mesures ont été adoptés :

— Les unes apportant quelques solutions au problème de la main-d'œuvre.

— Les autres prévoyant des crédits destinés à aider les entreprises qui réalisent des opérations de conversion.

Notre Fédération a été très attentive à ces projets, car ceux concernant notamment la main-d'œuvre prévoyaient des mesures destinées exclusivement aux ouvriers manuels.

Nous avons, avant la parution des décrets, attiré l'attention des Pouvoirs publics sur les conséquences que la conversion des entreprises pourrait entraîner pour les ingénieurs et cadres et la nécessité de se préoccuper de leur cas. Une première lettre était adressée le 28 juillet 1954 à M. MENDES-FRANCE, alors Président du Conseil.

Outre divers entretiens ou correspondances avec M. ROSIER, Directeur de la Main-d'œuvre, une nouvelle lettre fut adressée à M. AUJOUAT, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.

Nous sommes intervenus dans le même sens à la première réunion du Conseil supérieur des Travaux intellectuels et avons obtenu la promesse que les cadres ne seraient pas sacrifiés dans les opérations de conversion.



Un coin de la salle du Congrès pendant l'exposé du rapport moral

entre l'A.G.I.R.C. et la Chambre Syndicale des Banques populaires qui complète heureusement celui d'avril 1954 entre l'A.G.I.R.C. et l'Association professionnelle des Banques.

Une alerte a secoué pendant quelques jours notre quiétude dans la stabilité assurée de notre régime.

Des députés très mal informés et généralisant trop hâtivement quelques cas particuliers, ont été pris d'une sainte ardeur pour redresser de prétendus abus qu'ils voyaient dans ce régime. Qu'en juge :

en outre, donner lieu à l'octroi d'une indemnité de licenciement si une telle indemnité est prévue par la convention collective de travail ou si son attribution résulte des usages.

(« J.O. ». Débats Assemblée Nationale 18-6-1954, p. 3028).

Ce problème se complique du fait de l'existence de régimes particuliers d'entreprises, bénévoles ou non, qui assurent des avantages supérieurs à ceux de la convention du 14 mars 1947.

## VIE INTERNE DU MOUVEMENT

Le Conseil Fédéral s'est réuni régulièrement et conformément aux statuts, tous les deux mois. Il a eu, au fur et à mesure, à examiner les différents problèmes mentionnés dans ce rapport et à fixer les directives au Secrétaire général et aux Responsables des différentes activités.

Chacun de ces Conseils a réuni sous la présidence d'ESCHER-DESRIVIERES, un nombre toujours important de Conseillers et nous nous plaignons à souligner en particulier l'assiduité de nos amis de province.

Dans l'intervalle, la Commission exécutive s'est réunie chaque fois qu'il en était besoin pour préciser nos positions, mettre au point nos interventions, préparer les travaux du Conseil et du Congrès.

## LA REPRESENTATION DE NOTRE FEDERATION

ou, par son intermédiaire, de la CONFEDERATION

a été assurée avec dévouement et compétence par nos amis dans de nombreux organismes nationaux et internationaux à vocation sociale ou économique.

Citons :

— Conseil Economique,

- Conseil National du Crédit.
- Conseil National des Assurances.
- Conseils d'administration des Banques et Compagnies d'Assurances nationalisées.
- Commission supérieure des Conventions collectives.
- Commissions Nationale et Régionale de Conciliation.
- Commissions Nationales de formation professionnelle.
- Conseil d'administration de l'A.G.I.R.C.
- Commission Nationale Paritaire du régime des retraites.
- Conseils d'administration des différentes Caisses de retraites des Cadres.
- Commissions Paritaires professionnelles.
- Conseils d'administration des Caisses de Sécurité sociale et d'Allocations familiales.
- Conseils d'administration des Centres techniques.
- Office Interprofessionnel des Céréales.
- Commissions du Plan de modernisation et de la Recherche scientifique.
- Conseil Supérieur de la Marine marchande.
- Conseil Supérieur du Commerce extérieur.

(Suite page 4.)



# RAPPORT MORAL

(Suite de la troisième page)

- Comité National de la Productivité et des différentes Commissions.
- Commission Nationale du Diplôme d'ingénieur.
- Commissions relatives à la formation des Cadres.
- Commission chargée de l'examen des demandes d'agrément pour la vérification des appareils de levage.
- Comité National de l'Organisation Française (C.N.O.F.).
- Centre Intersyndical d'Etudes et de Recherches de productivité (C.I.E.R.P.).
- Bureau Intersyndical d'Etudes de l'Industrie cotonnière (B.I.E.C.).
- Confédération des Travailleurs intellectuels (C.T.I.).
- Conseil Supérieur des Travailleurs intellectuels.
- Bureau Confédéral, Conseil Confédéral, Commission Confédérales.
- Conseils des Unions départementales.
- Commission Productivité de la C.I.S.C.
- Conseil et Bureau de la Fédération Internationale des Syndicats d'Employés, Techniciens et Cadres.
- Commission syndicale consultative de l'O.E.C.E., etc.

## CONFEDERATION DES TRAVAILLEURS INTELLECTUELS

Notre participation à la C.T.I. s'est avérée très utile. Nos efforts en ce qui concerne les Cadres salariés se trouvent en quelque sorte amplifiés par ceux de la « Section nationale des Intellectuels salariés » de cette Organisation, dont on n'oublie pas qu'elle est présidée par M. RO-SIER, Directeur de la Main-d'œuvre. L'autorité et la compétence de nos Représentants, ESCHER et RIFFAULT, ont fait que les milieux si différents qui sont représentés à la C.T.I. apprécient la participation de notre Fédération.

Dans le cadre de ces activités, nos efforts ont porté essentiellement sur deux points :

- 1° L'allègement de la fiscalité.
- 2° Le placement des Cadres et notamment des Cadres âgés qui seraient atteints par les problèmes de conversion d'entreprises.

Nous avons saisi le Conseil Supérieur des Travailleurs intellectuels de ce problème en soulignant à ses membres représentant le C.N.P.F. que ces difficultés résultent de l'attitude de leurs adhérents. Sous l'égide de la C.T.I., une Association pour l'Emploi des Cadres a été créée. Elle groupe les Organisations syndicales et patronales, les représentants du Ministère du Travail et les Associations d'Ingénieurs qui sont intéressées à la question. La première tâche de cette Association va consister à établir une coordination entre les différents Organismes qui s'occupent actuellement du placement des Cadres. Rappelons que nous sommes représentés dans le Bureau de l'Association par F. GALLOT.

Parmi les autres problèmes auxquels nous avons été amenés à nous intéresser dans le cadre des activités de la C.T.I., signalons un projet de création d'un sanatorium pour les Cadres et Travailleurs intellectuels. Ce projet, dont nous avons parlé dans « Cadres et Profession » de décembre 1954, a soulevé l'intérêt d'un certain nombre de groupements et de personnalités.

Signalons par ailleurs que la C.T.I. a envisagé la réalisation en 1955 d'une Exposition itinérante destinée à mettre en valeur les différentes activités des travailleurs intellectuels. Notre Fédération participera à l'organisation de cette Exposition, ce qui lui permettra de réaliser une utile propagande à travers diverses villes de France.

## NOS SERVICES INTERIEURS

Leur activité ne se ralentit nullement. Tous les jours, nous recevons des lettres, ou la visite, d'adhérents de province qui nous consultent à la suite des difficultés qu'ils rencontrent. Ils trouvent toujours, soit à notre Secrétariat pour ce qui est de notre compétence, soit au Secrétariat du Syndicat Parisien, les conseils et l'aide qu'ils sollicitent.

Sur le plan juridique, deux litiges importants ont plus particulièrement retenu notre attention, en raison de leur portée d'ordre général. Tous deux ont reçu une solution satisfaisante.

Le procès qui opposait notre ami COMPARET au Bureau Véritas a été gagné sur toute la

ligne. Il s'agissait là essentiellement de la protection d'un délégué du personnel et membre du Comité d'entreprise. En fait, le Bureau Véritas voulait se débarrasser d'un militant syndicaliste dont il ne pouvait concevoir la présence parmi ses Cadres. L'affaire vient de trouver une solution heureuse : COMPARET a été réintégré, reclassé et payé des salaires perdus depuis près de deux ans. Signalons que ses collègues ont montré un remarquable esprit de solidarité en lui assurant par cotisations volontaires, pendant toute la durée de cette procédure, une contribution mensuelle compensatrice de ses appointements.

La deuxième affaire opposait à la Société Fenwick un de nos amis de la Région parisienne, non classé à la position hié-

archique correspondant à ses fonctions réelles. Les tribunaux d'appel ont fait droit à sa demande et condamné son employeur au paiement des salaires correspondant à sa nouvelle classification.

D'autres procès ont été gagnés par nos adhérents, aidés au départ de nos conseils, puis de leurs avocats, parmi lesquels nous retrouvons fréquemment notre ami BOHN.

Très souvent, nous sommes consultés par d'anciens Cadres ou des veuves de Cadres sur les conditions dans lesquelles ils pourraient bénéficier du régime de retraite et de prévoyance. Un de nos amis de la Région parisienne, G. CIBIEL, retraité lui-même, a bien voulu se charger de ce secteur d'activités (visites, correspondance, instructions des dossiers, etc.).

## LA VIE DE NOS SYNDICATS

Le Secrétaire général passe ensuite en revue l'activité de nos syndicats régionaux telle qu'elle résulte, soit des comptes rendus de leurs assemblées générales, soit de leurs rapports reçus.

Bien que notre activité syndicale soit très centralisée, il reste encore pour nos syndicats un champ d'action très étendu et nous avons enregistré avec satisfaction que la plupart d'entre eux ont des activités régionales très importantes. Parmi celles-ci figure en bonne place la participation des Cadres aux discussions de conventions régionales, dans lesquelles ils sont partiellement impliqués.

Nous ne pouvons nous étendre sur ce chapitre, qui est développé dans le rapport moral. Nous ne pouvons cependant le clore sans saluer l'adhésion à notre Fédération du Syndicat National des Journalistes, l'un des plus anciens de la C.F.T.C., puisque sa fondation remonte à l'année 1895. De même, nous saluons la création du Syndicat National des Ingénieurs des Mines, qui résulte plus exactement de la fusion de deux syndicats antérieurs.

Enfin, nous félicitons notre Syndicat des Officiers de la Marine Marchande, qui, né il y a quelques années dans un secteur considéré comme un bastion de la C.G.T., s'y est fait une place qui équivaut à celle de la vieille Centrale. En effet, les dernières élections professionnelles ont donné les résultats suivants :

- Compagnie Delmas-Vieljeux : C.F.T.C., 369 voix. C.G.T., 156 voix.
- Compagnie Maritime Nationale :

Sur 45 votants, la C.F.T.C. obtient 30 voix et les 2 postes de titulaires.

- Compagnie Générale Transatlantique : C.G.T., 523 voix, 1 élu. C.F.T.C., 423 voix, 1 élu. C.G.T.-F.O., 180 voix, 1 élu.

Dans un autre secteur, celui des Cadres de la Banque de France :

La C.F.T.C. obtient 882 voix. C.G.C. obtient 841 voix. Indépendants obtiennent 389 voix.

C.G.T. obtient 73 voix. On voit ainsi que, dans deux secteurs importants, notre Mouvement est nettement le plus représentatif.

Nous ne voudrions pas terminer ce chapitre de l'activité des Syndicats sans faire une mention spéciale pour notre

## FEDERATION ALGERIENNE DES SYNDICATS D'INGENIEURS ET CADRES

qui poursuit en Algérie un travail remarquable, sous la direction d'une équipe de militants compétents et dévoués. Grâce à leurs efforts, la Fédération Algérienne des Cadres C.F.T.C. est, sans contestation possible, l'Organisation de Cadres la plus représentative d'Algérie.

Indiquons pour conclure que nous sommes actuellement en rapport avec un groupe de Cadres à Madagascar et un autre à Lomé (Congo), en vue de la constitution de Syndicats de Cadres C.F.T.C. dans ces territoires. Nous étudions par ailleurs avec le Secrétariat Confédéral, la possibilité d'étendre notre influence sur l'ensemble des T.O.M.

## PLAN INTERNATIONAL

### LES CADRES DANS LA C. I. S. C.

Le Mouvement syndical des Ingénieurs et Cadres se développe dans les pays dont les organisations syndicales chrétiennes sont affiliées à la C.I.S.C.

Il est pris en charge, pour ce qui concerne le secteur de l'industrie et du commerce, par la Fédération Internationale des Employés et Cadres.

Une Commission Internationale des Ingénieurs et Cadres, animée par A. BAPAUME, travaille à l'organisation et à l'extension du mouvement.

Nous rappelons que l'organisation des Cadres sur le plan international a été décidée par la C.I.S.C. à son Congrès de La Haye en 1952. Depuis cette date, la situation suivante a été enregistrée lors de la dernière réunion, le 27 janvier dernier :

**ALLEMAGNE.** — Les Ingénieurs et les Cadres se regroupent dans les syndicats chrétiens d'employés qui se sont reconstitués récemment. Il est trop tôt pour avoir des données précises sur les possibilités d'organiser dans un groupe spécifique.

**AUTRICHE.** — Il n'y a pas d'organisation de Cadres au sein de l'organisation unique ; ni au sein de la fraction chrétienne. Toutefois, le problème est soulevé, car la régression des Cadres est assez marquée.

Les chrétiens tentent de re-

dresser la situation, mais les marxistes s'y opposent.

**BELGIQUE.** — Le Groupement professionnel des Cadres vient d'être officiellement créé. Ses statuts lui confèrent une autonomie au sein de la C.N.E. Il comprend deux fédérations, une flamande, une wallonne.

Nous saluons ici les représentants de ces deux fédérations qui ont bien voulu participer à nos travaux.

**FRANCE.** — Il existe une Fédération Française des Syndicats d'Ingénieurs et Cadres, depuis 1944, affiliée à la C.F.T.C. Ses statuts lui confèrent une autonomie au sein de la Confédération. Elle comprend 50 Syndicats régionaux ou nationaux groupant les Cadres et Ingénieurs du commerce et de l'industrie. Les Cadres des autres secteurs sont inscrits dans les différentes fédérations correspondantes de la C.F.T.C.

**PAYS-BAS.** — Confession protestante : Il existe une Centrale de Cadres autonome, directement adhérente à la Confédération des Travailleurs protestants. Cette Centrale est adhérente à notre Internationale. Formule identique à celle de la Fédération Française.

Confession catholique : Il existe un groupement autonome au sein de la Centrale des Employés. Situation identique à celle de la Belgique.

Il existe également une Centrale catholique de techniciens et de contremaîtres dont un certain nombre d'adhérents exercent des fonctions de Cadres au sens où nous l'entendons, mais qui n'ont pas d'organisation statutaire.

Une Association catholique d'Employés des Mines, qui comprend des Ingénieurs, est affiliée à la C.I.C.

**SARRE.** — Le syndicalisme autonome des Cadres semble irréalisable, sauf pour les Mines. Le nombre des syndiqués en dehors du secteur des Mines est fort restreint, comme d'ailleurs le monde des travailleurs (300.000 travailleurs dont 60.000 employés).

Toutefois, des syndiqués Cadres pourront parfaitement s'occuper à l'intérieur des Centrales syndicales des problèmes spécifiques des Ingénieurs et Cadres.

**SUISSE.** — Pas d'indications. Nous étudierons le problème lors du prochain Congrès international que se tiendra à Genève.

Nous avons eu l'occasion de définir pour nos amis les grandes lignes d'un programme pouvant servir de base, moyennant les adaptations nécessaires dans chaque pays, au développement du mouvement syndical des Cadres.

Ce programme porte essentiellement sur trois secteurs :

1. Défense des intérêts professionnels.
2. Participation des Cadres en tant que Groupe Social à tous les organismes nationaux et internationaux à vocation économique et sociale.
3. Développement de la personnalité, conception chrétienne du rôle de chef.

Il convient de remarquer qu'à l'étranger, la fonction de Cadre est essentiellement liée à la direction de l'entreprise et que la nécessité de constituer des syndicats n'apparaît pas évidente à la plupart des intéressés.

Ces initiatives sont énergiquement combattues par les employeurs et parfois par les syndicats ouvriers eux-mêmes.

Cette tâche demandera des années pour s'accomplir.

## 17<sup>e</sup> COMITE DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS D'EMPLOYES TECHNICIENS ET CADRES à Königswinter

10 et 11 septembre 1954  
Le Bureau de l'Internationale avait décidé de tenir son 17<sup>e</sup> Congrès à Königswinter, près de Bonn, dans la Maison Adam Stegerwald, patrie spirituelle du Syndicalisme chrétien en Allemagne.

Ce choix fut guidé par la préoccupation de marquer la

renaissance du syndicalisme chrétien en Allemagne et pour affirmer sa continuité, malgré les persécutions d'Hitler et les interdictions des « autorités occupantes ». Nous eûmes là une occasion magnifique de connaître plus profondément les caractéristiques et l'histoire du syndicalisme allemand.

Ce Comité connut un véritable succès, 60 délégués y représentaient 17 organisations d'Allemagne, Autriche, Belgique, France, Pays-Bas, Sarre, etc. Notre délégué y joua un rôle déterminant et c'est au cours de ces travaux que fut décidée la création de la Commission des Cadres mentionnée plus haut.

Le Comité a adopté plusieurs motions nous concernant directement, dont l'une demande l'inscription à l'ordre du jour de la 4<sup>e</sup> Commission internationale des Travailleurs Intellectuels, sur les problèmes relatifs aux Ingénieurs et Cadres.

## CONGRES DE 1955 A GENEVE

Le Congrès triennal de la Fédération Internationale aura lieu cette année à Genève, du 10 au 12 septembre. Il comportera essentiellement pour les Ingénieurs et Cadres la préparation de la 4<sup>e</sup> Commission des Travailleurs Intellectuels de l'O.I.T., car il est acquis que le Conseil d'administration de l'O.I.T., qui fixe les programmes de travail des Commissions, décidera de mettre la question des Ingénieurs et Cadres à l'ordre du jour de la prochaine session, cette commission. A cet effet, la Commission des Cadres de l'Internationale a mis au point un questionnaire qui doit être adressé aux Organisations affiliées, en vue de fournir les éléments d'un rapport à présenter au Congrès.

Nul doute que Genève 1955 ne marque une étape importante dans l'extension de notre Mouvement et ne montre qu'aucune autre Organisation ne peut se targuer du monopole de la représentation des Cadres au plan international.

## COMMISSION CONSULTATIVE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

La Commission des Industries Chimiques de l'O.I.T. a tenu sa 4<sup>e</sup> session à Genève du 5 au 19 février dernier.

L'un des deux membres titulaires de la Délégation française, au titre des salariés, était notre ami FLAMENT, ingénieur, directeur de fabrication. Ses interventions ont produit une telle impression que le président de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens en a adressé des félicitations à BOULADOUX, président de la C.F.T.C.

## VERS

Il reste maintenant, après cette relation sans doute incomplète de nos activités durant l'année écoulée, à rechercher et à fixer les lignes directrices de notre action future et aussi à faire le point par rapport à notre mission dans le Syndicalisme.

Dans l'immédiat, nous avons à poursuivre les négociations en vue d'aboutir au relèvement des REMUNERATIONS minimales et réelles. Il s'agit essentiellement ainsi que nous l'avons dit, de nous approprier notre juste part des résultats de l'accroissement de production réalisé depuis fin 1953.

Il nous faut, à cette occasion, constater, hélas ! notre insuffisance en matière d'EQUIPEMENT ECONOMIQUE. Une organisation efficace, qui veut posséder la maîtrise de la profession, devrait être à même de pouvoir apprécier, en fonction des différents critères d'activité de cette profession, un ordre de grandeur assez précis du volume des salaires pouvant être distribués par elle sans danger d'inflation et sans sacrifier sa substance. De telles appréciations sont de pratique courante dans certaines Organisations syndicales étrangères.

LA NEGOCIATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES reste la tâche majeure de notre action professionnelle. En dépit d'innombrables difficultés, la liste des conventions conclues s'allonge chaque année. Mais la conclu-

sion d'une convention ne doit pas marquer le point final de nos efforts dans une profession déterminée. Notre conception de l'organisation professionnelle est de nature contractuelle ; les conventions doivent être l'instrument de cette organisation paritaire que nous souhaitons. Une prochaine étape pourrait être la mise au point des modalités d'intéressement des salariés aux résultats et à la vie entière de l'entreprise.

LA FORMATION DES CADRES doit devenir l'une de nos préoccupations essentielles. Le Congrès se prononcera très certainement dans ce sens ; outre que de nombreux Organismes s'en préoccupent, nous devons avoir notre mot à dire dans ce concert qui nous entoure de tant de sollicitude. C'est d'abord aux Ingénieurs et Cadres qu'il convient de dire ce qu'ils pensent et ce qu'ils veulent.

Si la tendance actuelle des entrepreneurs et d'une grande partie de l'enseignement technique tend à former les grands techniciens ou experts que réclament l'industrie, le commerce et la fonction publique, nous avons, nous, besoin que ces hommes puissent s'extraire de leurs fonctions techniques pour PENSER et REALISER « SOCIAL ».

Notre effort tendra donc à développer les élites sur les différents plans et à obtenir petit à petit dans notre Pays, une remise en ordre des valeurs réelles.

L'importance des fonctions et des responsabilités que nous



# Motion sur les PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

Le Congrès de la Fédération Française des Syndicats d'Ingénieurs et Cadres C.F.T.C., réuni à Paris les 22, 23 et 24 avril 1955.

ESTIME que les mesures qui ont conduit à une stabilisation relative de la monnaie sont insuffisantes, car si elles ont permis ces dernières années d'arrêter l'inflation, la marge technique insignifiante rend la situation encore préoccupante.

CONSIDERE que le véritable redressement de la France sur le plan international nécessite l'abandon de la politique actuelle de facilité, basée sur des subventions improductives à caractère démagogique et électoral.

ESTIME dans ces conditions qu'il est nécessaire d'étudier des mesures tendant essentiellement à obtenir :

- l'abaissement des prix, notamment par la diminution des charges improductives ;
- le développement des économies régionales ;
- le maintien du plein emploi ;
- une meilleure répartition du revenu national ;
- la réforme de la distribution.

SUGGERE dans ce but :

— La création d'un grand Ministère de l'Economie Nationale, disposant de pouvoirs étendus et chargé d'établir et de réaliser les plans d'extension et de coordonner l'action des différents Ministères techniques et économiques.

Sur le plan agricole, le Congrès suggère :

— La réalisation d'une politique nationale d'investissements, destinée à retrouver le potentiel optimum du sol, condition première du rendement et de la qualité de toutes les productions agricoles. En particulier :

- Mise en application effective d'un plan d'amendement des terres et notamment de récalcification ;
- Accélération du remembrement et de l'équipement rural ;
- Création et harmonisation d'un enseignement capable de mettre à la disposition de tous les agriculteurs des connaissances techniques agricoles adaptées.

— Une organisation des marchés

agricoles rentables, en accord avec les organisations professionnelles compétentes, comportant notamment :

- Mise en place immédiate d'un plan de conversion efficace et autoritaire de la production vinicole et alcooligène ;
- Pour certains produits de base, révision des méthodes employées pour le calcul des prix de garantie, tenant compte du meilleur rendement et de la qualité, et non de la seule quantité ;
- Pour les autres produits :
  - meilleure surveillance du respect de la loi des marchés dans les circuits de distribution, avec stockage provisoire des productions excédentaires ;
  - détaxation des produits alimentaires avec obligation des répercussions de baisse par l'application des marges en valeur absolue pour le commerce ;
  - Création d'un équipement authentiquement coopératif du pays.

— L'équipement accéléré de l'Union Française avec orientation des productions agricoles permettant d'assurer aux populations des territoires extra-métropolitains une amélioration de leurs propres approvisionnements en produits alimentaires et une augmentation des débouchés vers la Métropole pour les produits qu'elle est obligée d'importer de l'étranger.

— L'Organisation de débouchés stables grâce à des contrats d'exportation à long terme pour les productions excédentaires, reliée à une politique d'abaissement des prix de revient et d'amélioration de la qualité.

Sur le plan industriel, le Congrès suggère les mesures suivantes :

- Veiller à ce que les industries de base restent adaptées aux besoins accrus de demain, compte tenu de l'évolution démographique du pays.
- Préparer dès maintenant le relais de l'énergie atomique, sans lequel une véritable nation industrielle ne pourra maintenir sa place dans le monde et, disposant des hommes et des minerais, accélérer et concentrer les efforts de recherche en forgeant les producteurs d'équipements à procéder en commun aux

études d'un matériel adapté à cette nouvelle forme d'énergie.

— Harmoniser, en attendant, les sources actuelles d'énergie : charbon, pétrole, houille blanche, dans le seul souci de l'intérêt national en conservant le potentiel indispensable de notre industrie charbonnière ainsi que le plein emploi de la main-d'œuvre.

— Supprimer les prix de cartels des produits pétroliers.

— Augmenter les recherches minières et pétrolières afin de permettre l'utilisation de nos magnifiques possibilités de raffinage.

— Tenter tous efforts pour obtenir l'abaissement de nos prix de revient notamment par une impulsion nouvelle aux Centres Techniques professionnels, lesquels doivent prendre un véritable caractère paritaire avec participation accrue des Ingénieurs ; ces centres devant être rendus obligatoires.

— Vote d'urgence par le Parlement de lois-programmes indispensables pour une organisation rationnelle à long terme de la production des biens d'équipement et des biens de consommation.

— Modification des bases actuelles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, bases qui incitent les entreprises à gonfler considérablement les frais généraux, cette pratique étant l'une des causes importantes de la disparité défavorable des prix français par rapport aux prix étrangers.

— Surveillance efficace des Ententes et plus particulièrement des accords de prix internationaux qui tendent de plus en plus à être de règle.

— Assurance d'un délai suffisant pour la détaxation des investissements et extension de la totalité de cet avantage aux industries nationalisées avec, en contrepartie, une baisse du prix de l'énergie et des transports.

— Réforme des Sociétés :

— Réforme des Sociétés anonymes dont le contrôle n'est plus assuré que par quelques actionnaires privilégiés assurant la liaison avec les groupes financiers ou industriels.

— Réforme de la loi sur les Sociétés de personnes ou

de capitaux afin de les soumettre aux seuls impératifs boursiers et capitalistes.

— Rendre effective la responsabilité sociale de l'employeur et permettre aux représentants qualifiés des salariés d'assurer leur part de responsabilité dans la gestion.

Sur le plan politique régionale, le Congrès suggère :

— Mise en place d'urgence des Comités d'expansion économique à base paritaire.

— Priorité, dans les mesures de décentralisation, pour les régions pouvant être économiquement développées avec création, par rapports extérieurs à ces régions, d'un équipement technique actuellement inexistant.

Sur le plan international, le Congrès suggère :

— Harmonisation des coûts de production dus aux salaires indirects, à la durée du travail, aux salaires féminins.

— Création à tous les échelons d'un véritable esprit exportateur permettant d'assurer la diffusion de nos techniques et le placement de nos produits et de ceux de nos territoires d'Outre-Mer.

— Création à l'étranger de véritables Sociétés d'études autonomes, les Banques nationalisées étant associées à cet effort.

— Financement par l'Etat ou la Profession de stages à l'étranger d'ingénieurs technico commerciaux afin de renforcer les Services commerciaux à l'étranger et de les doter d'agents particulièrement qualifiés.

## LE CONSEIL FÉDÉRAL élu par le Congrès

ANTORE .....	Industries sidérurgiques.
ARGANT .....	Retraites.
Mlle BOSSELUT .....	Administrations diverses.
BRUGERE .....	Textile artificiel.
CADE .....	Conseil économique.
CHARBOIS .....	Bâtiment - Travaux publics.
DREVELLE .....	Banques.
DUCHIER .....	Entreprises aéronautiques.
ESCHER-DESRIVIERES .....	Industries chimiques.
FLAMENT .....	Industries chimiques.
GOURIOU .....	Edition - Librairie.
HUGES .....	Industries alimentaires.
LAPPAS .....	Textile naturel.
LEBRUSQUE .....	Industries métallurgiques.
MATHONNET .....	Métallurgie - Matériel électrique.
MICHEL .....	Industrie du pétrole.
RANCUREL .....	Inspecteurs d'assurances.
RIFFAULT .....	Banques nationalisées.
SCHNEIDER .....	Compagnies d'assurances.
TOFANI .....	Bâtiment - Travaux publics.
Ct CAILLE .....	Syndicat national des Officiers de la Marine marchande.
LAGANDRE .....	Syndicat national des Ingénieurs et Cadres des Mines.
LEHR .....	Syndicat national des Industries du Froid.
LE PELLY-SONTERNY .....	Syndicat nationale des Journalistes français.
MONDOU .....	Syndicat nat. Banque de France.

## REPRÉSENTATION RÉGIONALE

ANEZO .....	Nantes.
CAMPAGNE .....	Bordeaux.
CODRON .....	Dunkerque.
FRAUDEAU .....	Algérie.
GALLAND .....	Région parisienne.
GEVAERT .....	Lille.
LEMAIRE .....	Roubaix.
LELACHE .....	Nancy.
MORAGLIA .....	Belfort.
PINEL .....	Grenoble.
VEYRAT .....	Lyon.

## BUREAU FÉDÉRAL

Président .....	ESCHER-DESRIVIERES.
Vice-Présidents .....	DUCHIER. DREVELLE. GALLAND. GEVAERT.
Secrétaire général .....	BAPAUME.
Secrétaires généraux adjoints .....	CADE. GALLOT. TOFANI.
Trésorier .....	RIFFAULT.
Trésorier adjoint .....	BRUGERE.

+ Veyrat

## L'AVENIR

assumons sur le plan de nos activités professionnelles ne doit pas nous faire perdre de vue la finalité providentielle ou naturelle de toute activité économique et, partant, l'appréciation sur le plan moral ou social des intérêts auxquels nous consacrons sinon la totalité, du moins une très importante partie de notre vie.

Il nous manque en général la connaissance exacte des mobiles qui animent les oligarchies qui gouvernent encore de nos jours toute l'activité industrielle et commerciale pour leurs fins propres. Méfions-nous de n'être que les grands commis de groupes d'intérêts qui ne pourraient se justifier au regard de la morale sociale chrétienne, et de ne pas nous en rendre compte.

La progression sûre et irrévocable que nous voulons implique de notre part la possession de deux éléments fondamentaux : d'une part la CONNAISSANCE APPROFONDIE DES MÉCANISMES QUI ANIMENT TOUTE NOTRE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, d'autre part, LA VISION CLAIRE DES OBJECTIFS VERS LESQUELS DOIT TENDRE TOUT RÉGIME ÉCONOMIQUE ORDONNÉ AUX BESOINS DES HOMMES, EN VUE DE LEUR PERMETTRE LA RÉALISATION DE LEUR DESTINÉE.

La méconnaissance de ces objectifs et l'ignorance de la finalité de la fonction économique ont accompli suffisamment de ravages dans notre Pays et dans le monde pour que nous

soyons fermement résolus à transformer progressivement les structures actuelles. Cinq millions d'adultes veulent réaliser les solutions marxistes ; des chrétiens et des hommes généreux ; les progressistes, pensent également que cette évolution est inéluctable et nécessaire. Telles sont quelques-unes des conséquences du régime matérialiste dans lequel nous vivons.

Que ce soit sur le plan des salaires, sur celui des retraites, des allocations familiales, de l'habitat, de la conversion, tout est effroyablement compliqué. Les solutions partielles ne sont apportées que sous la pression des mécontentements et viennent toujours trop tard pour apaiser les rancœurs.

Mais nos efforts seraient vains s'ils ne reposaient pas au départ sur une connaissance étendue des réalités concrètes. Nous ne saurions trop engager nos militants à se familiariser d'abord avec tous les rouages, financiers compris, qui assurent la marche de l'entreprise. Cette communauté d'hommes réunis autour d'une tâche créatrice restera toujours la base de toute activité. C'est dans l'entreprise que se forge l'économie nationale. Il conviendra ensuite de s'élever au plan de l'économie régionale et professionnelle et d'étudier comment s'interfèrent les différentes activités et les impératifs qu'elles posent. La recherche de solutions peut alors être entreprise pour réaliser la Cité humaine que nous, Syndicalistes

Chrétiens, avons la mission de construire.

Telle est la tâche immense qui nous attend. Comme par le passé, elle sera féconde. L'histoire nous apprend que le Syndicalisme chrétien a profondément influé sur l'évolution sociale des cinquante dernières années.

Ce fut une poignée de Chrétiens qui, en 1887, posa le principe de la liberté syndicale que d'autres Chrétiens sauveront en 1936. Le repos hebdomadaire en 1906, l'institution des conventions collectives en 1919, la création des assurances sociales en 1930, le développement des allocations familiales, l'institution d'un salaire minimum en 1950, telles sont les étapes qui marquent l'efficacité de notre Mouvement. D'autres non moins importantes seront réalisées si notre Syndicalisme reste fidèle à lui-même et aux sources chrétiennes qui l'inspirent.

Au terme de ce Rapport, l'auteur se rend compte qu'il a très imparfaitement rempli sa mission. Il aurait dû, tout au long d'une relation marquée de chiffres et de textes, signaler la somme de travail et de dévouement que cette action a exigée de tous nos militants et collaborateurs, ceux de Paris, ceux de nos Régions, tous ceux qui ont accepté la lourde tâche d'œuvrer pour leurs frères de travail. Qu'ils puissent trouver ici, dans la constatation de notre activité, la joie d'un travail fécond et qu'ils y trouvent également la marque de gratitude de tout le Mouvement.



## Une brillante Conférence sur L'AVENIR de la PRÉSENCE FRANÇAISE marque le X<sup>e</sup> Anniversaire de notre Fédération



M. LAURE  
prononçant sa conférence.

PLUS de 300 personnes, adhérents et invités, dont un certain nombre de personnalités extérieures à notre mouvement, se pressaient dans l'agréable salle de réception de la M. T. C. le samedi après-midi, pour y entendre M. LAURE, inspecteur des Finances, parler de l'Avenir de la Présence française, sujet passionnant et d'actualité qui a vivement intéressé les auditeurs.

ESCHER - DESRIVIERES, président de la Fédération, présente l'orateur à son auditoire : polytechnicien, inspecteur des Finances, spécialiste des questions fiscales. « Il serait indiscret, dit ESCHER, d'insister sur l'activité de M. LAURE, tout le monde la connaît : pour notre part, nous avons considéré son action avec une certaine sympathie. »

Après avoir salué les personnalités présentes et rappelé la création de notre Fédération aux jours héroïques de la Libération et justifié la présence de notre mouvement de cadres au sein de la C.F.T.C., il donne la parole à Georges LEVARD, secrétaire général de la Confédération, qui exprime sa satisfaction de voir les Ingénieurs et les Cadres joindre leur action aux autres catégories de salariés.

On trouvera ci-après un aperçu de la Conférence de M. LAURE, il en présente l'esprit, car il ne nous est pas possible de la reproduire ici en raison de son importance. La résumer risquerait de la trahir, étant donné les nombreux chiffres et références qu'elle contient. Aussi nous avons décidé d'en faire un tirage à part, de nombreuses personnes nous ayant

d'ailleurs demandé de posséder ce document.

C'est à une série de mises au point qu'invite M. LAURE qui convie l'auditoire à prendre une conscience claire des réalités. Aussi, son propos sera-t-il de mesurer tout à tour où en est notre pays, ce qu'il risque d'être et finalement ce qu'il pourrait être.

De nombreux exemples chiffrés font éloquentement apparaître qu'après avoir eu, dans le passé, tant en valeur absolue qu'en valeur évolutive une importance considérable, la France, aujourd'hui,

l'excédent des ressources de l'Etat sur les dépenses ordinaires ; si je considère que les ressources sont un plafond et les dépenses ordinaires un plancher, la différence représente la puissance. Or, il se trouve que lorsque la productivité du travail augmente, cet écart se creuse considérablement. En effet, lorsque la productivité du travail augmente dans un pays — et c'est là où le bât nous blesse — les ressources de l'Etat augmentent considérablement et au contraire les dépenses diminuent, de telle sorte que le plancher baissant et le plafond s'élève.

dépenses essentielles à l'existence, si bien que presque toute l'augmentation devient passible de l'impôt alors que le revenu national antérieur n'était que pour partie passible de l'impôt, il se trouve que sans faire d'efforts plus durs, les citoyens d'un pays peuvent sacrifier des sommes plus considérables qu'ils ne le font précédemment. »

Plus loin, M. LAURE affirme que notre productivité est parfaitement perfectible, et, dans sa démonstration, il fera justice des affirmations selon lesquelles l'insuffisance de nos ressources naturelles



De gauche à droite : M. LAURE, J. ESCHER-DESRIVIERES, M. G. BOHN.

faible en valeur relative qu'autrefois, et, dans le domaine économique, un retard considérable. Parlant alors en technicien fiscal, M. LAURE introduit dans son exposé la notion de puissance comme étant l'excédent des ressources de l'Etat sur ses dépenses ordinaires ; démontrant que la productivité du travail augmentant, c'est en définitive la puissance qui augmente.

Qu'en juge :

« La puissance d'un pays, c'est ce que ce pays peut consacrer de forces à faire un effort exceptionnel, c'est donc

avant, la puissance du pays croît dans des proportions dont l'esprit ne se fait pas une idée au premier abord.

« Que les ressources augmentent, c'est une question technique fiscale qu'il est facile de percevoir, car sur quoi l'Etat peut-il prendre quelque chose pour faire marcher la Nation ? Il peut le prendre sur ce dont les citoyens n'ont pas besoin pour vivre tous les jours, donc sur le superflu ; lorsque dans un état de civilisation déterminée le superflu augmente, presque toute l'augmentation devient du superflu, tandis qu'auparavant une grande partie du revenu était consacrée à des

et l'étroitesse de notre marché constitueraient des handicaps infranchissables. Les causes de notre productivité insuffisante, et ceux qui ont participé à des missions d'études aux Etats-Unis en attestent, résident le plus souvent chez nous dans les imperfections d'une organisation qui trop souvent devrait être refusée, mais, pour ce faire, pour atteindre un haut degré de productivité, la collaboration de tous est nécessaire : le climat social, l'état des relations humaines ont un retard considérable sur le progrès technique. Aussi les problèmes qui se posent à notre économie ne sont-ils pas d'ordre seulement technique, mais politique. Les solutions à nos problèmes apparaissent pour M. LAURE d'ordre affectif et dans une conclusion optimiste, il soulignera et laissera entrevoir la renaissance d'un enthousiasme, d'un idéal collectifs dont nous avons donné maintes fois la preuve au cours de notre histoire.

A la suite de ce brillant exposé, plusieurs interventions se sont manifestées auxquelles l'orateur a répondu. Après quoi, ESCHER, ayant remercié chaleureusement M. LAURE, invite la foule des auditeurs à se retrouver autour d'un accueillant buffet pour terminer cette journée du X<sup>e</sup> anniversaire.

## MOTION GÉNÉRALE

Les Ingénieurs et Cadres de la C.F.T.C., réunis en Congrès à Paris les 22, 23 et 24 avril 1955 :

- SALUENT le X<sup>e</sup> Anniversaire du Mouvement Syndical Chrétien des Ingénieurs et Cadres et témoignent leur gratitude à tous les militants qui, en dix ans, ont contribué à établir et à affermir son autorité incontestée dans le Mouvement Syndical ;
  - CONSTATENT que seul le syndicalisme des Cadres, dans une période rendue difficile par les conséquences de la guerre mondiale, a permis l'amélioration du standing des Cadres et le rétablissement de leur autorité, résultats qui n'auraient pu être atteints par aucune autre forme d'Association ;
  - SE DECLARENT solidaires du monde des travailleurs et RENOUVELLENT leur confiance à la C.F.T.C. et à la C.I.S.C. ;
  - DECIDENT de maintenir et de développer leurs efforts en vue de convaincre l'ensemble des Cadres de l'impérieuse nécessité et de l'efficacité du Syndicalisme Chrétien, lequel a profondément marqué l'évolution sociale de la première moitié de ce siècle.
- LE CONGRES :
- APPROUVE le rapport moral et le rapport financier présentés au nom du Conseil Fédéral, ainsi que les actions engagées depuis le dernier Congrès.

## RÉMUNÉRATIONS

LE CONGRES :

- SE FELICITE de l'effort réalisé en faveur des salariés les plus défavorisés et souhaite que cet effort se poursuive jusqu'à l'obtention effective de salaires décentes, tant sur le plan individuel que familial ;
- CONSTATE que l'accroissement de la production enregistré depuis plus d'un an n'a pas entraîné une augmentation proportionnelle de la masse salariale ;
- RAPPELLE qu'une politique de hauts salaires est génératrice d'une économie prospère et demande qu'à échéances régulières, en principe semestrielles, ait lieu une véritable confrontation entre le Gouvernement et les Organisations syndicales d'employeurs et de salariés en vue d'assurer la progression constante du niveau de vie des salariés ;
- INVITE les Organisations affiliées à conclure de nouveaux accords et conventions comportant une actualisation des barèmes minima et une majoration des rémunérations réelles égales en moyenne à celles accordées aux autres catégories ;
- DEMANDE à tous les Ingénieurs et Cadres de faire connaître à leurs employeurs leur ferme volonté de voir ce problème se régler contractuellement avec les Syndicats ;
- CONSTATE qu'un nombre important d'industries n'a pas encore conclu de Convention collective ni d'accords de salaires et demande en conséquence au Gouvernement de faire voter, par la procédure d'urgence, le projet de loi sur la Conciliation et la Médiation.

## FISCALITÉ

LE CONGRES :

- S'ELEVE contre le maintien de certains privilèges fiscaux qui ont souvent un caractère anti-économique ;
- MET en garde les Pouvoirs publics contre toutes mesures qu'ils prendraient en faveur de certaines catégories de contribuables et qui risqueraient d'aggraver l'inégalité des charges fiscales au détriment des salariés ;
- RECLAME à nouveau une véritable réforme fiscale assurant, dans la simplicité des méthodes, une plus équitable répartition des impôts directs et indirects qui pèsent sur les contribuables et les consommateurs, et permettant de justifier l'application aux fraudeurs de sanctions sévères et motivées ;
- RENOUVELLE sa position maintes fois affirmée en ce qui concerne la surtaxe progressive :  
a) Sauvegarde du principe du quotient familial sans limitation de revenus ;  
b) Relèvement de l'abattement à la base ;  
c) Elargissement des tranches de revenus imposables ou atténuation de la progressivité des taux ;  
d) Déduction sur le revenu imposable du montant de la surtaxe acquittée au titre de l'exercice précédent.

## RETRAITES

LE CONGRES :

- S'ELEVE contre le vote sans débats par l'Assemblée Nationale, à la date du 2 avril 1955, d'une proposition de loi qui risque de remettre en question les régimes complémentaires de retraites librement débattus ;
- INSISTE pour qu'une véritable discussion s'instaure au Conseil de la République sur une question aussi importante.

## LE BANQUET DU SAMEDI MIDI... présidé PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL

UNE assistance particulièrement nombreuse se pressait au banquet du samedi midi, devenu traditionnel et présidé, cette année, par M. Paul BACON, ministre du Travail, qui malgré de nombreuses occupations et un deuil récent, avait bien voulu répondre à notre invitation.

A l'issue du déjeuner, le président ESCHER, après avoir rappelé que notre Mouvement est né il y a dix ans sous le signe de la Libération du Pays, salua avec verve les personnalités présentes : le ministre du Travail tout d'abord, puis Georges LEVARD, secrétaire général de la C.F.T.C., VAN-SIELEGHEM, secrétaire confédéral, notre ami BOHN, premier secrétaire général de la Fédération, M. LAURE, inspecteur des Finances, M. Louis HIBON et le R.P. DE ROUX, président et aumônier général de l'U.S.I.C., M. J. BOUR, président du M.I. C.I.A.C., M. ROSIER, directeur de la main-d'œuvre au ministère du Travail et pré-

retenus par d'autres tâches : Gaston TESSIER, président de la C.I.S.C., actuellement à Rome, Maurice BOULADOUX, président de la C.F.T.C., M. G. ARDANT, commissaire général à la Productivité, M. GARDIN, directeur de la Caisse interprofessionnelle des Cadres, etc.



Au fond, de gauche à droite : A. BAPAUME, G. LEVARD, P. BACON, J. ESCHER.  
Au premier plan, à gauche : M. LATU ;  
à droite : CORDROCH et RANCUREL.

## L'ALLOCATION DE M. PAUL BACON

Après avoir souligné qu'il reconnaît dans la salle nombre de visages amis, et rappelé quelques anecdotes qui témoignent de sa longue amitié avec la C.F.T.C., le Ministre souligne spirituellement qu'en tant que Ministre « il se doit de prononcer quelques paroles qui ont une allure définitive... » et, quoique le lieu d'un banquet ne se prête... « ni à la méditation, ni à la réflexion... ».



L'autre côté

il tient à dire quelques mots d'un sujet sur lequel... « l'attention publique se trouve depuis longtemps attirée, tant par l'action syndicale que vous menez, déclare-t-il, que par les difficultés que nous rencontrons depuis 1950 pour l'application de la loi qui, normalement, aurait dû organiser la libre discussion des salaires ».

« Je ne trahirai pas de secret, indique le Ministre, en disant que cette loi a été mal appliquée, en particulier parce qu'elle ne contenait pas de dispositions relatives à l'arbitrage ». Il était quant à lui partisan d'un certain système d'arbitrage car, « la conjoncture était telle, dit-il, que le rapport des forces ne pouvait pas jouer en faveur des Syndicats ouvriers ». Cette prévision s'est malheureusement réalisée, des difficultés ont surgi. Comment forcer la mauvaise volonté, comment reprendre les négociations et aboutir enfin à la signature de conventions collectives complètes et applicables ? Car, il faut bien le dire, et le Ministre le souligne, la plupart des conventions collectives nationales signées à ce jour ont le même grave défaut : elles ne comportent pas de clause de salaires.

« Le plus simple, indique le Ministre, c'est, je pense, de se diriger vers un système qui se placerait entre l'actuelle procédure de conciliation et celle de l'arbitrage dont les Confédérations ne veulent pas — et je comprends leurs raisons. Il est possible de trouver un système intermédiaire, et en tout cas de faire l'essai d'un tel système — c'est celui auquel nous avons donné le nom de « médiation-recommandations ».

dans les textes que vous connaissez déjà puisqu'ils portent la marque de la C.F.T.C. »

Le Ministre donne ensuite quelques détails sur le système ainsi envisagé, qui fait actuellement l'objet de négociations au sein du Gouvernement. « Le mois ne se terminera pas, ajoute-t-il, sans que le Gouvernement ait pris sa décision et j'espère qu'il sera possible de voir se multiplier les négociations et, par voie de conséquence, les accords de salaires et les conventions collectives. »

« C'est un toast très simple, très amical, que je voudrais maintenant porter à votre Organisation, continue M. BACON. Vous avez eu raison de vous organiser au sein d'une Confédération comme la C.F.T.C., de placer toute votre force de Cadres au sein d'une Confédération où les forces des travailleurs manuels et employés sont parfaitement liées. C'est pourquoi, très simplement, très amicalement, mais avec un désir sincère de voir couronner vos efforts, je lèverai mon verre au succès de votre 10<sup>e</sup> anniversaire, à la prospérité de chacune de vos familles et à la prospérité de votre Fédération et de la C.F.T.C. »

Les congressistes applaudissent chaleureusement le Ministre qui reprend ensuite la parole quelques instants pour remettre, aux applaudissements redoublés de l'Assemblée, le diplôme de la Médaille des Syndicats professionnels à nos amis DREVELLE, responsable national des Cadres de la Banque, DUCHIER, président du Syndicat parisien, GEVAERT, président du Syndicat régional du Nord, tous trois vice-présidents de la Fédération.

## UN COMMUNIQUÉ que la grande presse n'a pas reproduit...

Président le banquet du 10<sup>e</sup> anniversaire de la fondation des Cadres C.F.T.C., M. Paul BACON, Ministre du Travail, a déclaré que le projet gouvernemental sur la médiation recommandation sera publié avant la fin du mois, ce qui permettra de relancer la discussion des Conventions collectives et de permettre aux Cadres de bénéficier de l'amélioration des conditions économiques du Pays.  
Le Ministre a félicité les Cadres de l'esprit social qu'ils manifestent en associant aux efforts d'une grande Confédération pour réaliser une plus grande justice dans notre Pays et il a formé des vœux pour que leur Fédération devienne de plus en plus prospère.



Un côté de la salle pendant la Conférence



# LA FORMATION DES

« Il doit être, une fois pour toutes, entendu qu'en matière d'enseignement et d'éducation les Français n'ont pas à recevoir de leçons de personne ; que depuis Charlemagne, premier grand maître de l'Université, ils ont mis au point les programmes si admirablement conçus que, quels que soient le régime politique, l'évolution sociale, la situation démographique, ceux-ci sont imparfaits ; que toutes les entreprises pour les adapter et les améliorer sont vouées à l'échec et que les rêveurs malfaisants qui parlent de réformer profondément un tel système doivent être exilés de la Cité, criblés d'épingles et battus de verges. »

Pierre AUDIAT.

**L**A formation de chacun aussi bien que celle des Ingénieurs et Cadres est une œuvre permanente et continue.

Ce truisme était aussi évident avant guerre que maintenant, mais l'évolution économique, technique et sociale du monde d'après guerre l'a tout de même mis en vedette.

Cette question s'est doublée d'un autre problème d'après guerre : celui de la réforme de l'enseignement d'une manière générale. Cette époque a alors vu naître de nombreux projets dont certains ont été mis en exécution dans l'enseignement secondaire et d'autres sont restés à leur état de projets. Cette remise en question de l'enseignement s'est étendue jusqu'à l'enseignement supérieur puisqu'un projet Langevin-Wallon traitait même des écoles d'ingénieurs.

Nous croyons que ce fut là le point de départ d'une série de questions sur la validité de cette formation, bien qu'elles eussent pu se poser bien avant.

## Comment le problème se pose-t-il ?

**U**NE suite importante de circonstances a, depuis plusieurs années, fait attirer l'attention sur ce problème si bien que, même s'il n'avait pas été posé officiellement, il l'aurait été par les intéressés eux-mêmes.

En effet on a pu constater que les Cadres se désintéressaient plus ou moins des changements politiques importants d'après guerre, sans doute parce qu'ils préfèrent l'efficacité et sont ennemis des belles paroles creuses et vaines, mais aussi par manque de formation politique et d'intérêt à la chose publique.

Ensuite sont venus les plans d'organisation de la production nationale ou internationale et on a dû remarquer que bien qu'intéressés au premier chef, les Ingénieurs et Cadres, ou bien se réfugiaient dans leur domaine technique, ou bien, s'ils en sortaient, avaient des œillères par suite d'un manque de formation économique.

Enfin, alors que, durant ces dernières années, on attirait abondamment l'attention sur le fait que la qualité et le niveau de la production n'étaient pas uniquement une question d'organisation et de technique, mais que les questions humaines y tenaient une place très importante, on a dû regretter que les Cadres n'aient pas été formés aux questions sociales, ni même informés, très souvent, de ces questions.

Pour compléter ce tableau des années d'après guerre, nous ajouterons que, le monde se compliquant chaque jour un peu plus on

peut prévoir (ou craindre) une accélération de l'évolution et des progrès industriels, économiques ou techniques, qui nécessiteront rapidement un système de formation permanente sous peine d'être irrémédiablement dépassé et rejeté par la Société.

Notre Congrès de l'année dernière avait pris conscience de cette lutte que l'on peut prévoir toujours plus vive sur le plan international en ce qui concerne la libération des échanges. Nous rappellerons le paragraphe de la Motion générale touchant ce problème :

« Conciernt des effets possibles de la libération des échanges et des efforts qu'elle exigera de la part des industries sur le plan de la recherche et de l'organisation. Le Congrès préconise la création de Centres professionnels de perfectionnement destinés aux Cadres afin de les tenir obligatoirement et périodiquement informés de l'évolution des techniques et méthodes les plus modernes. »

Outre la mise en œuvre des connaissances qu'il a acquises, un Cadre doit généralement, dans la fonction qu'il occupe, prévoir, organiser, commander, coordonner et contrôler. Si certaines de ces tâches comportent bien une part prépondérante de technique, on doit cependant relever qu'indépendamment de cette technique des questions administratives, économiques et sociales viennent compléter les problèmes de tous les jours.

## Pourquoi le problème se pose-t-il ?

**I**L n'y a pas de doute : à la base de la formation donnée par les Ecoles d'Ingénieurs ou de Cadres, il y a des déficiences importantes que l'époque actuelle met plus particulièrement en lumière, mais qui existaient depuis bien longtemps. Les Ingénieurs n'ont que très rarement été préparés au rôle de conducteurs d'hommes qui, pour beaucoup d'entre eux, sera leur tâche essentielle.

La formation de ces ingénieurs est trop souvent faite dans des écoles qui semblent n'avoir aucune fenêtre sur l'extérieur :

— Les connaissances reçues y sont plutôt abstraites et théoriques, l'élève est orienté vers la conception plutôt que vers la réalisation (combien de fois relèvent-on que les études des élèves ou même des ingénieurs sont conduites avec des calculs longs et compliqués uniquement pour économiser un peu de matière et pouvoir s'en glorifier) sans souci des

coûts de fabrication qui peuvent s'en trouver beaucoup plus élevés).

— Les Ecoles, trop souvent, se contentent de mettre leurs produits sur le marché sans se soucier s'ils conviennent ou non à la clientèle éventuelle, et sans d'ailleurs qu'il y ait eu la moindre étude des marchés. Elles ne courent pas grand risque car :

1° Elles détiennent plus ou moins un monopole ;

2° S'il y a une désaffection des candidats, ce ne peut être dans l'immédiat, mais plutôt dans des dizaines d'années ;

3° Elles sont irresponsables et n'ont pratiquement de comptes à rendre à personne.

Quelles sont actuellement les Ecoles formant les Ingénieurs et Cadres ?

Nous n'en ferons qu'un bref classement, car ce rapport s'adresse à des Cadres, le sujet leur est bien connu. Aussi distinguons-nous seulement :

— Les Ingénieurs qui sortent des Grandes Ecoles d'Ingénieurs donnant une formation hautement scientifique avec ou plus moins de grande spécialisation, les Ecoles Nationales Supérieures d'Ingénieurs dépendant des Universités, les Ecoles, Instituts et Etablissements privés reconnus par l'Etat. Indiquons que le nombre de diplômés d'ingénieurs a été, en 1954, de 4.074 contre 2.314 en 1938, et qu'en 1954 : 27.318 candidats s'étaient présentés aux concours d'entrée de ces différentes Ecoles.

— Les Cadres administratifs, commerciaux et juridiques formés principalement par l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, l'ancienne Ecole des Sciences Politiques, les Ecoles Supérieures de Commerce, les Instituts de Faculté, les facultés de Droit, etc., en remarquant que, parmi ces Cadres, une grande partie sont aussi des Ingénieurs.

On pourrait penser que toute cette ossature de l'Enseignement supérieur fait l'objet de surveillance particulière quant à la ligne et aux sujets enseignés, qu'il existe une certaine coordination, que des directives sont données pour augmenter l'importance de telle manière, que l'enseignement donné doit correspondre à certaines normes minimums déposées, par exemple, au sein de la Commission Nationale des Titres d'Ingénieur.

Il faut vous détromper. Chaque directeur ou chaque Conseil de Direction des Etudes fait à peu près ce qu'il veut. La Commission précédemment nommée n'a aucune table particulière de référence. A chacune de ses réunions, elle juge les trois ou quatre Ecoles qui demandent leur agrément, d'après des rapports d'inspection, certes, mais au sentiment. Très rarement, elle examine des modifications de programmes d'études. Sa doctrine est

changeante, car résultant de majorités variables : deux ou trois années d'étude, Ecoles de spécialisation à partir d'ingénieurs déjà diplômés, pour quelle spécialisation peut-on admettre un nouveau diplôme ? (actuellement Ingénieur brasseur) pour quelle durée d'étude ? (actuellement la durée est descendue à 5 mois) les licenciés peuvent-ils être ingénieurs par l'intermédiaire du passage dans ces Ecoles ? (non, dit la majorité, mais des exceptions sont créées à chaque fois et la prochaine réunion verra la création du titre d'Ingénieur du Centre d'Etudes Nucléaires de Saclay dans ces conditions). Le Directeur de l'Enseignement technique lui-même reconnaît l'impossibilité de dresser la liste des titres d'ingénieurs, car s'il y a d'une part ceux pris en application de la loi du 10 juillet 1934, il y a, d'autre part, tous ceux dépendant d'autres Ministères qui chapeautent plus ou moins d'autres écoles, d'autres cours ou d'autres promotions.

En fait, ladite formation est laissée au bon vouloir de quelques

personnes et la plupart du temps sans grand contrôle effectif ni pour l'enseignement, ni pour les programmes, ni pour l'utilité, à plus forte raison n'est-elle pas orientée.

Nous pourrions ensuite faire un tableau des différentes formations (générale, scientifique, technique) qui concourent à la formation complète de l'Ingénieur, mais nous pensons que cette question est bien connue des participants au Congrès. Nous pourrions aussi dresser une liste des insuffisances de l'enseignement actuel, mais nous serions obligés de le répéter dans le chapitre demandant les améliorations correspondantes. Nous préférons donc les énumérer tout de suite quitte à en développer les raisons.

L'ordre que nous adopterons sera le suivant :

- Améliorations de la formation générale et scientifique ;
- Améliorations de la formation des Ecoles professionnelles, économique et sociale ;
- Améliorations de la formation post-scolaire ;
- Améliorations de la formation d'Ingénieurs auto-didactes.

## Améliorations de la formation des écoles

**O**N ne doit pas se leurrer, on s'oriente vers un allongement de la durée des études, qu'elles soient secondaires ou techniques. L'augmentation du volume des sciences à apprendre d'une part, la possibilité d'une vie active moins longue par suite du progrès technique d'autre part, font que, normalement, cette durée des études doit croître au fur et à mesure des siècles.

En ce qui concerne notamment

celle relative aux écoles d'ingénieurs, nous pensons qu'elle ne devrait pas être inférieure à trois ans et peut-être même quatre, comme nous le verrons plus loin, les concours d'entrée ayant été passés par des candidats sortant des classes de mathématiques spéciales. En effet, bien souvent ce passage dans les Ecoles ressemble plus à une période de travaux forcés qu'à une période d'assimilation. Il faut desserrer l'étreinte du programme, des examens, des projets pour permettre à l'élève de suivre des conférences qui ne seront pas forcément techniques, de développer en lui l'esprit de recherche par exemple en lui demandant d'étudier un sujet particulier sur toute la durée de son passage à l'Ecole, avec récompenses finales par des prix importants.

Généralement un complément de culture scientifique est donné dans les Ecoles (dans certaines il constitue presque le programme unique de l'Ecole). Cette méthode est bonne : en effet, la base scientifique de l'Ingénieur doit être importante, car on assistera sans doute à une accélération des progrès telle que des reconversions sont à prévoir, certaines professions pouvant même disparaître totalement. Rappelons à ce sujet un passage d'une motion de notre dernier Congrès sur le « chômage technologique et les Cadres ».

« ... Convaincu que le reclassement d'un Ingénieur est grandement facilité si cet Ingénieur est pourvu d'une bonne culture scientifique générale, le Congrès met en garde les Pouvoirs publics contre une réforme de l'enseignement technique qui tiendrait à former exclusivement des spécialistes et ferait complètement abstraction des méthodes traditionnelles de formation en usage en France dans nos grandes Ecoles et dans nos facultés. »

Le minimum de connaissances scientifiques aux concours d'entrée que nous demandons plus haut est déjà un pas dans ce sens.

Cela ne veut pas dire que seule une formation scientifique doit être donnée dans les Ecoles. En effet, les problèmes techniques et professionnels sont de plus en plus compliqués et on ne peut laisser au hasard d'une formation sur le tas le soin d'une spécialisation de l'ingénieur, ou alors il faut convenir de l'obligation du passage dans une Ecole de spécialisation à la sortie de l'Ecole de formation générale de l'Ingénieur. En fait, la spécialisation correspondant à une industrie déterminée doit être donnée dans l'Ecole de formation et la haute spécialisation pour une branche particulière doit l'être dans des écoles spéciales après la sortie et même après des années d'industrie comme cela se fait déjà quelquefois : Fonderie, Pétrole, Sucre, Matériaux et Construction mécanique, Bois, etc. Comme le demandent le Conseil Economique et de nombreuses personnes, les cours techniques devraient être professés par des techniciens de l'industrie mé-

## Améliorations de la formation générale et scientifique

**I**l est certain que cette formation, portant plus spécialement sur l'intelligence et le caractère et qui intervient généralement au moment de l'adolescence, marque profondément les élèves.

Dès lors, on ne peut essayer que de pallier les défauts provenant de la différenciation des deux principaux systèmes français d'études (le secondaire et le pratique), systèmes qui, l'un comme l'autre, sont incomplets pour la formation du futur Cadre. En effet, si le premier fait insuffisamment appel au travail manuel, base de toute expérimentation et qui apprend à « avoir les pieds sur terre », le second n'assure généralement pas la culture approfondie qui rend prudent et apprend à accepter et à examiner toutes les idées sans sectarisme.

De plus, le secondaire, d'où sont issus une grande partie des ingénieurs et cadres, a surtout pour but de former des hommes de lettres et des juristes, produits traditionnellement « bien français », derniers survivants d'une conception née du Grand Siècle, dilettantisme de bon ton, certes, mais légèrement suranné au siècle de l'énergie atomique. Ce préjugé défavorable contre la culture scientifique est, en outre, entretenu par certains professeurs qui encouragent les meilleurs élèves vers les lettres pour ne pas déchoir. Et cependant, à notre époque où règne la mécanique, « il doit falloir martyriser les enfants du second degré pour que ceux-ci n'aient pas de vocation scientifique » comme le remarquait M. Raguey, Directeur du Conservatoire des Arts et Métiers et Président de la Commission des Titres d'Ingénieur.

Mais surtout ces deux systèmes d'études ont pour effet de cristalliser la division des classes sociales qui empoisonne toute la vie du pays, la révolution de 1889 n'ayant fait que remplacer un esprit de rang par un esprit de classes. Le résultat de cette organisation est qu'il n'y a que peu de brassage de classes au moment de la formation intellectuelle et que certains Cadres issus de milieux bourgeois « imbus de leur rang » tiennent des raisonnements et agissent envers leurs subordonnés comme peu de véritables patrons le feraient maintenant.

Au terme de cette formation générale, une formation scientifique à base de spéculations mathématiques et non de mathématiques appliquées vient parachever cette période pré-scolaire.

Jusqu'ici, aucun élément reçu dans la formation du futur Cadre n'a permis de déceler son rôle à venir. Cet aspect d'être hybride ne sera que confirmé lorsqu'il va choisir son métier. Comment le fera-t-il ? En passant un maximum de concours d'entrée aux Ecoles qui, généralement, ne conduisent pas aux mêmes professions. Il choisira alors parmi ceux auxquels il aura réussi — s'il peut choisir — sinon ce sera le hasard d'un concours qui déterminera sa voie. Ajoutons que ces concours ne tiennent aucun compte des dispositions, des goûts et des vocations des candidats.

Il y a certainement là quelques transformations à étudier qui pourraient se résumer ainsi :

— Orienter les études secondaires et scientifiques selon les dispositions des intéressés sans tenir compte de leur origine ou fortune, et surtout — par des études spéciales sur les élèves — montrer aux familles quelles sont les réelles dispositions de leurs enfants et leur indiquer les professions et métiers leur correspondant le mieux.

— Modifier les concours pour que :

1° Les matières d'examen soient composées d'éléments qui commencent à préfigurer le futur métier ;

2° Les aptitudes et la vocation des intéressés entrent en ligne de compte.

Il est évident que tout cela ne doit pas empêcher l'intéressé de recevoir une solide instruction générale qui constituera le squelette que l'on viendra compléter par l'apport des connaissances techniques, professionnelles, économiques et sociales. Cette instruction générale doit être en principe déterminée au moment de l'entrée aux Ecoles, cependant elle devra être entretenue pendant la durée des études d'ingénieur ou de cadre aussi bien que pendant le reste de la vie. Nous verrons ce point particulier dans les chapitres suivants.



# CADRES

Rapport présenté par R. TOFANI

me, étant entendu que le choix ne pourra se porter que sur ceux ayant de réelles qualités pédagogiques et que les plus qualifiés devraient être appelés même s'ils ne se trouvent qu'à l'étranger.

Nous voyons combien finalement l'Industrie devrait avoir de liens avec les Ecoles. Malheureusement tout le monde est d'accord pour constater que ces liens n'existent pas, que les Ecoles se contentent de produire des Ingénieurs sans s'occuper des besoins et des réactions de l'Industrie qui, de son côté, est peu satisfaite.

Il n'y a pas de doute que les professions devraient avoir leur opinion à donner sur la formation des ingénieurs qu'elles auront à employer tant au point de vue nombre que qualification. Elles prendraient d'ailleurs plus conscience des responsabilités qu'elles encourrent et devraient procéder à des études sérieuses sur leurs besoins. Un des moyens qui pourrait être utilisé serait que les Conseils de Direction et des Etudes des Ecoles soient composés au moins pour moitié de représentants de professions intéressées et des anciens élèves. De plus, ces Industries ou Groupes d'industries, suivant le cas, devraient s'attacher à donner, sous le contrôle de l'Etat, les moyens matériels d'existence et de perfectionnement à ces Ecoles.

Enfin, dans les programmes mé-

mes des Ecoles, il conviendrait que certaines améliorations soient apportées. Par exemple :

- Que le calcul des probabilités et des statistiques, qui est la philosophie même de l'Ingénieur, y soit introduit ou développé.
- Que l'enseignement des langues étrangères y soit obligatoire d'une part sous l'aspect de la langue usuelle, ce qui devrait être du domaine du secondaire et, d'autre part, comprenant le vocabulaire technique de l'Industrie considérée (cet enseignement nous semble très important, car les échanges internationaux deviendront de plus en plus nombreux et il faut de plus se tenir toujours au courant des progrès réalisés ailleurs).
- Que des notions suffisantes soient données pour que les élèves sachent faire des recherches documentaires, trouver des renseignements, constituer une documentation personnelle.

Il faut que devant un problème l'élève-ingénieur se dise : « Qu'est-ce qui a déjà été fait auparavant dans ce domaine ? » Car on n'invente plus grand-chose de nos jours, on prend simplement la suite des recherches ou on perfectionne quelque chose.

## Amélioration de la formation post-scolaire

Le jeune ingénieur ou le futur cadre sorti de l'Ecole et intégré par la profession, il ne s'agit pas pour lui de s'installer tranquillement pour simplement exploiter son diplôme. Il a l'expérience professionnelle à acquérir, ce qui d'ailleurs, comme nous l'avons déjà vu, le conduira à passer ensuite dans une autre école de haute spécialisation.

Mais pris par son emploi, sa fonction, ses soucis, il devra trouver le temps malgré tout pour se perfectionner et se tenir au courant, car la formation dans ce domaine est permanente.

Certains disent qu'un Cadre consciencieux peut se tenir au courant seul grâce aux revues et conférences. Nous ne sommes pas tout à fait de cet avis, car bien souvent il n'a que le temps de faire face aux obligations de son métier et... d'avoir le regret de ne pouvoir parcourir toutes ces revues, quant aux conférences n'en parlons guère, car il suffit d'y aller quelquefois pour s'étonner du nombre relativement réduit d'assistants. Ajoutons d'ailleurs qu'elles n'ont lieu généralement qu'à Paris.

En outre si l'on est naturellement porté à suivre avec plus ou moins d'assiduité l'évolution des progrès dans une branche particulière, on laisse volontiers de côté les branches annexes et à fortiori les méthodes scientifiques, ce qui cependant pourrait être fort nécessaire un jour, ne serait-ce que pour une promotion, ou un changement, ou même un reclassement.

Car il y a deux sortes de perfectionnement :

- 1° La spécialisation ;
- 2° La mise à jour des connaissances de base.

Or il faut éviter que l'Ingénieur ou le Cadre soit un jour dépassé, comme on doit malheureusement le constater de nos jours, pour certains. Et il est probable que les progrès iront selon une progression géométrique qu'il nous faut suivre.

Un perfectionnement isolé et sans plan risque de conduire à de fâcheuses insuffisances par omissions volontaires ou involontaires. C'est pourquoi nous pensons que l'on pourrait adopter un système tel que celui-ci :

- Tous les cinq ans, les ingénieurs et cadres devraient obligatoirement suivre pendant 8 jours complets et successifs, dans leur Ecole d'origine, des cours de mise à jour qui reprendraient les cours

mes des Ecoles, il conviendrait que certaines améliorations soient apportées. Par exemple :

- Que le calcul des probabilités et des statistiques, qui est la philosophie même de l'Ingénieur, y soit introduit ou développé.
- Que l'enseignement des langues étrangères y soit obligatoire d'une part sous l'aspect de la langue usuelle, ce qui devrait être du domaine du secondaire et, d'autre part, comprenant le vocabulaire technique de l'Industrie considérée (cet enseignement nous semble très important, car les échanges internationaux deviendront de plus en plus nombreux et il faut de plus se tenir toujours au courant des progrès réalisés ailleurs).
- Que des notions suffisantes soient données pour que les élèves sachent faire des recherches documentaires, trouver des renseignements, constituer une documentation personnelle.

Il faut que devant un problème l'élève-ingénieur se dise : « Qu'est-ce qui a déjà été fait auparavant dans ce domaine ? » Car on n'invente plus grand-chose de nos jours, on prend simplement la suite des recherches ou on perfectionne quelque chose.

## Amélioration de la formation des ingénieurs auto-didactes

On ne peut passer sous silence ce sujet très important dans le cadre de ce rapport.

Nous avons déjà souligné combien il était regrettable que le système d'enseignement secondaire accentue la séparation des classes sociales. Nous avons indiqué par ailleurs combien était faible le pourcentage de fils d'ouvriers qui accédaient aux Ecoles d'ingénieurs. Mais nous devons maintenant souligner la difficulté pour ne pas dire l'impossibilité pour un ouvrier ou un employé de devenir ingénieur. Les possibilités pratiques actuelles de la promotion ouvrière s'arrêtent au-dessous de l'ingénieur. Il n'en est heureusement pas de même pour les entreprises commerciales (banques, assurances, commerces, etc.).

Sans doute certaines entreprises accordent-elles le titre d'ingénieur à certains techniciens, mais, outre qu'elles sont rares, ce titre n'a pas de valeur hors de l'entreprise en question. Sans doute aussi le Conservatoire des Arts et Métiers (à Paris seulement) permet-il d'acquiescer ce titre, au prix d'un travail considérable. Mais tout ceci ne constitue que quelques exceptions.

Des solutions financières sont naturellement à trouver pour résoudre ce problème auquel un

Etat qui a mis dans sa devise « Egalité » ne devrait pas rester insensible.

A notre avis quelques premières solutions pourraient être mises en place :

- Suppression des limites d'âge supérieures dans toutes les Ecoles pour permettre à des candidats arrêtés par des moyens financiers momentanément insuffisants d'y accéder à n'importe quel moment de leur vie s'ils ont les capacités nécessaires.
- Les grandes Ecoles devraient prévoir des cours du soir s'étendant sur un nombre d'années évidemment supérieur aux promotions normales, mais sanctionnées par les mêmes examens et les mêmes titres.

On ne peut cacher cependant que cette question est presque liée aux horaires de travail défavorables pratiqués en France. Si on ne veut pas instituer l'horaire continu, il faut alors envisager le paiement de quelques heures nécessaires débordant sur les horaires de travail, par l'industrie en cause.

Nous renvoyons à la conférence de M. P. NICOLEAU pour y trouver un exemple intéressant de promotion ouvrière jusqu'au titre d'ingénieur inclusivement.

## Améliorations de la formation professionnelle économique et sociale

C'EST cette partie qui, de l'avis de ceux qui ont répondu au questionnaire, demande le plus grand nombre d'améliorations.

Dans ce domaine les réalisations sont faibles, sporadiques ou incomplètes. Nous citerons cependant à la fin du chapitre celles de

fassent en quelque sorte « leurs classes ». Dans ce but ils doivent tenir des emplois d'ouvrier pendant six semaines en fin de première année, par exemple, ces stages devant faire l'objet de rapports. Les stages ultérieurs pourraient être faits comme employés ou techniciens.

La pratique de ces stages se répand d'ailleurs de plus en plus :

- En Angleterre, par exemple, des stages périodiques ont lieu dans l'industrie, le dernier étant de 18 mois. Ils sont contrôlés par la Faculté, mais sanctionnés par la profession, 60 firmes anglaises étant habilitées pour prendre des élèves-ingénieurs (Audition de M. FIEUX, président de la F.A.S.F.I. en 1953, au Conseil Economique).
- En Suisse, l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich a institué en 1948 des stages qui donnent toute satisfaction. Avant l'entrée à l'Ecole des stages pratiques de 6 mois dans une entreprise sont exigés des futurs élèves. Le stagiaire peut travailler manuellement dans divers ateliers, mais non pendant toute la durée de son séjour, il doit passer dans plusieurs services sous le contrôle du chef d'entreprise. Il n'est pas rémunéré, mais au contraire verse 25 francs suisses à l'entreprise. De plus, au cours des études, trois autres mois de stage sont demandés. L'Ecole estime que ces stages constituent un bain de réalités quotidiennes, combattent l'abstraction des études secondaires, font suivre les études avec intérêt et confirment les vocations.

### b) ENSEIGNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL :

Son absence, la plupart du temps, des programmes se fait sentir considérablement. Les réponses au questionnaire fédéral font apparaître un regret unanime et très vif à ce sujet. Ce sentiment est rendu plus fort par suite de

l'importance prise de nos jours par ces problèmes et aussi parce qu'au fur et à mesure que sont gravés les échelons de la hiérarchie les problèmes techniques s'estompent et sont remplacés par des questions administratives, économiques et sociales. Comme par ailleurs on remarque que les postes importants sont souvent attribués à des Cadres de formation uniquement administrative, on observe une réaction naturelle des ingénieurs tendant à acquiescer une formation complémentaire utile pour l'exercice du métier certes, mais aussi pour la promotion.

A quel moment donner cet enseignement ? Le problème est assez délicat, car l'étudiant qui n'a pas été en contact avec l'industrie ne prend aucun intérêt à ces questions (exemple : il y a dans une Ecole un Cours de Comptabilité très bien fait... il ne semble pas cependant qu'il ait une grosse influence sur les ingénieurs de cette Ecole). En bref il faut avoir été salarié pour juger du social et de l'économique et s'y intéresser.

Y a-t-il une solution ? Sans doute faut-il tout d'abord que tous les problèmes qui semblent n'avoir qu'un aspect technique soient envisagés sous tous les aspects, notamment humains. Mais nous pensons qu'il vaudrait mieux qu'après six mois de stage dans l'industrie l'Ecole reprenne l'élève pour lui donner finalement cette formation complémentaire.

Une demi-année supplémentaire après ces six premiers mois d'industrie serait occupée à :

- Suivre des cours économiques et sociaux (Comptabilité, économie politique, droit civil et droit commercial. Notions commerciales. Législation sociale. Grands problèmes sociaux. Problèmes de l'homme au travail. Psychologie. Sociologie. Géographie humaine. Histoire des sociétés, etc.)
- Etudier des cas concrets et complets ou en discutant avec des « maîtres » et non des professions (les cours sont trop souvent pragmatiques). Ceci est fort utile, car bien souvent l'industrie ne fait pas faire de rotation au jeune ingénieur et la formation pratique n'a lieu que dans une certaine spécialisation de la profession.
- S'habituer en étudiant un ou deux projets (ou cas soumis par l'Industrie) à travailler en équipe ; ces études devant être aussi complètes que possible et refléter les conditions réelles.
- Assister à ces conférences de formation générale et professionnelle données par des personnalités de différents milieux.

En un mot on doit éviter de créer un déséquilibre trop important dans la formation des Cadres et si par la force des choses une matière est plus développée (la technique par exemple) les autres doivent exister encore. Car on ne peut oublier que ces Ingénieurs ou Cadres auront à mettre toutes ces matières en œuvre dans leur profession et que la connaissance de l'homme, de ses aspirations, le souci de respecter sa personne sont aussi importants que les connaissances techniques ou autres pour l'harmonie des sociétés modernes.

Pour terminer ce chapitre nous voudrions montrer par un exemple comment cette formation a été comprise à l'Ecole des Hautes Etudes Industrielles des Facultés Catholiques de Lille. Dans ce but nous reproduisons l'intervention de son directeur, M. l'abbé MENET, au Congrès National des Ingénieurs à Lyon, en juillet 1950 :

« L'ingénieur est un conducteur d'hommes autant qu'un conducteur de machines ; et l'apprentissage du premier métier est beaucoup plus délicat que celui du second.

« Pour assurer cette formation humaine et sociale, voici ce qui est fait à l'E.H.E.I. depuis de nombreuses années :

- 1° Un cours par semaine est

(Suite page 10.)



Un autre aspect de la salle du Congrès

Signalons pour terminer ce chapitre que des journées d'études organisées par l'Union des Ingénieurs Dauphiné-Savoie, et ayant pour thème général « le perfectionnement post-scolaire des ingénieurs » auront lieu les 23, 24 et 25 septembre 1955 à Grenoble sous le patronage de la F.A.S.F.I. et de la Société des Ingénieurs Civils de France.

Il faut souhaiter enfin la généralisation des centres tels que celui de Royanmont, où, pendant plusieurs jours, des conférences-débats se tiendraient sur des sujets aussi bien techniques que professionnels ou sociaux. Ce serait sans doute dans de tels dispositifs que les organisations syndicales de Cadres pourraient éventuellement parler sur les sujets qui les préoccupent.

L'E.H.E.I. de Lille qui nous semblent particulièrement intéressantes.

### a) STAGES :

Un des premiers sujets qui vient à l'esprit est la question des stages. Le but de ces stages doit être double : pratique et social. Les stages existent souvent actuellement, mais ils consistent surtout à faire faire aux élèves-ingénieurs en cours ou en fin d'études un stage dans l'industrie, dans un poste subalterne, le but principal étant technique : prendre contact avec les réalités et les machines, accessoirement les hommes.

Nous pensons qu'il faut que le brassage avec le monde industriel et salarial soit plus important et qu'il est nécessaire que les élèves



# LA FORMATION DES CADRES

(SUITE ET FIN)

assuré aux élèves durant les quatre années d'études sur la législation sociale, l'évolution sociale, l'histoire du monde ouvrier, du mouvement syndical, le développement du machinisme et ses conséquences, les grands théoriciens sociaux.

« 2° Des conférences faites par des ingénieurs qui ont déjà plusieurs années de pratique et d'expérience ; par des membres des divers syndicats ou mouvements sociaux ; par des étrangers exposant la mentalité ouvrière dans

leur pays, les rapports ouvriers-patrons, ouvriers-cadres, etc...

« Titre des conférences de l'année scolaire 1949-1950 :

- « — Comment le jeune diplômé doit aborder la vie industrielle ;
- « — L'opinion de l'ouvrier sur les cadres ;
- « — Les problèmes de la sélection dans la main-d'œuvre ;
- « — Psychologie du commandement ;
- « — Le jeu de la hiérarchie ;
- « — Le problème de l'habitat ouvrier ;
- « — Les conventions collectives ;
- « — La C. G. C. ;
- « — Le problème posé par la présence des Nord-Africains dans l'industrie du Nord.

« 3° Des stages pratiques durant les vacances complétant l'enseignement magistral par des contacts humains ;

- « — Stages comme ouvriers en fin de première année : premier contact avec la réalité et la vie qui attend l'ingénieur sorti de l'Ecole ;
- « — Stages d'orientation en fin de seconde année ;
- « — Stages d'ingénieurs en fin de troisième année ;
- « — Stages d'essais en fin de quatrième année.

« Après chaque stage d'une durée minima d'un mois, l'élève doit remettre un rapport comprenant deux parties :

« — Une partie technique relatant les travaux exécutés, les essais, les difficultés rencontrées, les échecs ;

« — Une partie sociale qui comprend une enquête faite personnellement, non pas un exposé théorique, mais un ensemble de faits concrets précis prouvant qu'il y a eu contact d'homme à homme.

« 4° Enquêtes sociales organisées par la C. E. G. O. S. avec le concours du Syndicat Patronal Textile de Roubaix-Tourcoing :

« — En 1949 : enquêtes sur les aspirations et la culture ouvrières ;

« — En 1950 : enquêtes sur les

fondements de l'autorité : point de vue des ouvriers, des cadres et des patrons.

« 5° Cercles d'études sociales organisées par les élèves eux-mêmes : conférences du lundi.

« 6° Activités d'entraide et sociales : Conférences Saint-Vincent-de-Paul, remise en état de taudis, recherche de travail pour les chômeurs, colonies de vacances organisées par des groupements divers. Certains élèves se sont occupés d'enfants délinquants.

« Les lauréats sont désignés et jouissent d'une bourse de voyage en Suisse. C'est une manière d'attirer leur attention sur des problèmes fondamentaux. »

## Conclusions

LES Ingénieurs et Cadres ont un rôle difficile à jouer. Gens réalistes par définition, conducteurs d'hommes par leur position, intermédiaires et assurant la liaison entre le capital et le monde du travail, ils constituent, qu'ils le veulent ou non, des guides et leur formation, qui les imprègne, influence le milieu où ils vivent et particulièrement leurs subordonnés.

Leur rôle social ne pourra qu'augmenter au fur et à mesure du développement des progrès techniques et de l'accroissement des dimensions des entreprises dont les directions deviendront de

plus en plus lointaines. Il leur appartiendra d'y introduire, dans la mesure de leurs moyens, toujours plus de justice et de bien-être en sauvegardant le corps et la personnalité des ouvriers tout en utilisant au mieux leurs aptitudes.

Souhaitons et faisons en sorte que cette formation soit telle que si, un jour, les pseudo-élites qui nous dirigent sont balayées, les Ingénieurs et Cadres restent par leurs connaissances scientifiques, techniques, professionnelles, économiques et humaines les plus sûrs garants d'un avenir meilleur.

## Unité d'action !

LE pluralisme syndical qui, dans un pays où sévit le communisme, est une condition « sine qua non » du maintien des libertés publiques, est considéré fréquemment par les militants ouvriers comme une cause de faiblesse. D'excellents esprits se demandent si, du moins occasionnellement, à défaut d'unité organique, les diverses Centrales syndicales ne seraient pas bien inspirées en collaborant dans un cadre limité dans le temps, et selon un protocole précis définissant les buts à atteindre. En tout cas, dans les entreprises un tel « modus vivendi » serait souhaitable.

C'est faire bon marché des structures autoritaires de la C.G.T. et des directives très nettes qu'elle impose à ses militants. C'est faire bon marché aussi de la dialectique subtile de ses commis.

Ingénieurs et Cadres, fiers d'empirisme — nous l'avons dit et nous ne nous fassons pas de le dire — et par suite, modelant notre conduite d'après la leçon des faits, nous opposons habituellement à cette tendance une réticence certaine. Au dossier, voici un élément justificatif supplémentaire.

Le printemps est propice à la propagande syndicale, car, à cette saison, les Comités d'entreprises centraux des grandes sociétés industrielles tiennent

par J. Escher-Desrivières

Président de la F.F.S.I.O.

leur session. Il est tentant, à cette occasion, de rédiger ensemble, militants de toute obédience, un cahier commun de revendications, puisque, décidément, sous l'impulsion précisément de la C.G.T., les Comités d'entreprises, contrairement à l'esprit et à la lettre de la loi, sont aujourd'hui des prétroires ou s'affrontent parties payantes et parties prenantes, alors qu'ils devraient être des bureaux d'études où les travailleurs s'initieraient aux données fondamentales de la vie économique de leur entreprise et transmettraient directement aux dirigeants de celle-ci d'utiles suggestions.

QUELLE est donc en l'occurrence l'attitude de la C.G.T. ? Dans l'industrie chimique, le mot d'ordre est clair. Tenant pour nuls et non avenus les accords de salaires signés en décembre 1954 et en mars 1955, on s'efforce de rameuter les militants syndicalistes de toute obédience, à toutes fins, non seulement — et ceci est raisonnable — de les inciter à réclamer l'application la plus libérale possible de ces accords, mais encore à surenchérir. Rappelons que ces accords, conformément à un programme agréé par toutes les Fédérations syndicales C.F.T.C. compétentes, stipulent un rajustement des minima fonctionnels de 14 %, assorti d'une rallonge pour tous à un taux plus faible et variable selon les entreprises. On crie au scandale, les avantages acquis, dit-on, n'étant pas respectés. En première analyse, on demande pour toutes les catégories de professionnels une hausse générale des salaires réels de 14 %. Cependant, et à supposer que cette revendication soit satisfaite, on va plus loin. Arguant d'arguments comptables affirmés sans discussion portant sur l'accroissement réel des bénéfices de telle ou telle grosse société, on déclare froidement que pour l'ensemble de la profession, il convient de réclamer une base hiérarchique nouvelle des salaires évalués à 126 francs de l'heure, étant entendu que, sur cette base nouvelle en hausse de 40 % par rapport à celle qui avait cours en novembre 1954, toutes les rémunérations devraient être majorées proportionnellement. Bien entendu, la surcharge salariale qui en résulterait et qui, compte tenu des accessoires sociaux, excéderait 50 %, ne devrait avoir aucun retentissement sur les prix pratiqués par l'ensemble des industries chimiques, y compris les entreprises marginales. Les bénéfices sont confondus, et les hommes avertis édités. Nul doute que le but poursuivi ne soit l'entretien permanent d'un malaise social tendant à paralyser le régime. Certes, présentement, à la C.G.T., d'après les rumeurs, certains leaders et notamment LEBRUN, semblent préconiser une attitude plus raisonnable. Ils reconnaissent que les efforts accomplis par les Centrales syndicales, à la suite des mouvements de grève d'août 1953, ont été payants, 26 % de hausse sur les bas salaires en deux ans, c'est un succès. Ils préconisent la continuation patiente de cette politique constructive qui, à bas bruit et patiemment, compte tenu du possible, va son chemin. Mais nul n'ignore qu'à la C.G.T., cette tendance est minoritaire, le but effectif des maîtres du Mouvement étant l'avènement le plus prochain possible du communisme en France. Les surenchères absurdes sont les outils de cette politique. Et, vaillamment, ce sont les consignes de ces perturbateurs qui filtrent à l'échelon des entreprises.

Eh bien ! notre attitude à nous, Cadres, est claire. A cette politique, nous disons non, et, conséquents avec nous-mêmes, nous nous refusons à en débattre sur le tas ; ce que faisant, nous nous conformons à nos tendances profondes. Quelles sont-elles ? Roger PRIOURET, dans un article paru dans « La Vie Française » le 29 avril, intitulé : « Quelles sont les chances du Front populaire ? », les définit avec bonheur.

FAISANT allusion aux éléments de la population susceptibles de faire l'appoint d'une éventuelle coalition communiste-socialiste, dont la vieille garde serait la classe ouvrière, Roger PRIOURET mentionne, sans doute parce que les uns et les autres ne figurent pas au nombre des seigneurs, les petits commerçants, les artisans, les paysans des régions pauvres et les Cadres, « classe en pleine ascension, dit-il, plus nombreuse et plus puissante qu'en 1936 ». Toutefois, s'empresse-t-il d'ajouter, les Cadres sont hors de cause car « éduqués, politiquement lucides, EN DEHORS DE QUELQUES SECTEURS COMME L'UNIVERSITÉ, ils sont un îlot de résistance des plus solides à toute entreprise communiste ». Non certes, que d'après l'auteur de l'article, les Cadres fassent figure de réactionnaires, bien au contraire. Ils sont, dit-il en l'espèce, pour la plupart sensibles au langage direct et au style des hommes de gauche qui ont fait leurs preuves de réalisateurs.

Diagnostic très perspicace qui explique notre conduite, et ceci au grand ébahissement des honnêtes permanents de la C.G.T., avec lesquels nous avons l'occasion d'échanger entre confrères quelques propos de courtoisie. Il est certes facile, faisons-nous observer, de demander la lune pour les Cadres, mais nous n'en voulons pas. En vous y refusant, nous faisons observer, ne craignez-vous pas de perdre votre clientèle ? Non pas, c'est en collaborant avec vous que nous courons à notre perte. Qu'on se le dise bien rue Lafayette, mais aussi dans certains secteurs de la rue Montholon.

## MOTION sur la formation des Cadres

Le X<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Française des Syndicats d'Ingénieurs et Cadres C.F.T.C., réuni à Paris les 22, 23 et 24 avril 1955,

APPROUVE le rapport présenté sur la Formation des Cadres.

Considérant les insuffisances de l'enseignement secondaire actuel et l'esprit de classes qui règne trop souvent dans les méthodes de formation,

Considérant, d'autre part, les tendances de désaffection des parents, des maîtres et des élèves à l'égard des disciplines techniques et scientifiques au profit d'autres formes d'enseignement, juridique par exemple ;

DEMANDE :

— Une réelle réforme de l'enseignement précédant l'entrée dans les Ecoles d'Ingénieurs et de Cadres, en vue de lui donner un aspect plus pratique n'excluant pas une forte culture générale. L'accès à cet enseignement étant rendu accessible à tous en dotant de moyens financiers les élèves qualifiés qui ne disposent pas de ressources suffisantes ;

— La création de méthodes spéciales de formation permettant l'accession à une fonction de Cadre supérieur par la promotion du travail, par exemple en créant des promotions spéciales dans les écoles actuelles, les intéressés étant pris en charge financièrement par la profession.

— La création de services d'information et d'orientation sur les

débouchés réels des différents enseignements.

Considérant l'état actuel de l'enseignement donné par les Ecoles d'Ingénieurs et le manque général de formation économique, sociale et humaine pourtant indispensable dans un monde moderne.

DEMANDE :

— La création d'un Conseil des Etudes professionnelles supérieures comprenant les représentants des intéressés pour établir une politique de préparation et de formation des Ingénieurs et Cadres, orienter, coordonner, contrôler les mesures correspondantes ;

— La réalisation de liaisons organiques entre les Industries et les Ecoles correspondantes, les premières prenant une part à la direction des secondes ;

— Des améliorations aux régimes actuels des Ecoles : suppression des limites d'âge - Niveau minimum d'entrée - Durée minimum des études de trois ans - Professeurs de cours techniques détachés temporairement de l'Industrie - Cours supplémentaires, etc. ;

— L'orientation des cours non seulement sous l'angle technique, mais aussi sous tous les autres aspects (économique, social, humain, etc.) ;

— La généralisation des stages dans l'industrie en cours et en fin d'études, ces stages devant être au minimum de neuf mois dont au moins six semaines à des postes d'ouvriers ;

— L'institution de cours complémentaires de formation économique et sociale.

DEMANDE aux adhérents de la Fédération Française des Syndicats d'Ingénieurs et Cadres C.F.T.C. d'appuyer toutes les initiatives qui seraient prises pour la réalisation des mesures précédentes.

Considérant la nécessité impérieuse d'une constante actualisation des Ingénieurs et Cadres pour faire progresser les industries et pour répondre à la concurrence internationale.

DEMANDE que toutes les facilités soient accordées par les employeurs aux Ingénieurs et Cadres pour suivre cours, conférences, sessions et voyages d'études pouvant accroître leurs connaissances et qu'une aide financière soit fournie par l'Etat et la profession pour la réalisation de stages et de voyages d'études tant dans l'Union Française qu'à l'étranger. Que, périodiquement, tous les 5 ans par exemple, les Ingénieurs et Cadres aient la possibilité réelle de se perfectionner et de suivre des cours de mise à jour de leurs connaissances.

Considérant la difficulté pour les Ingénieurs et Cadres absorbés par les préoccupations purement professionnelles, de se tenir informés des problèmes économiques et sociaux.

DEMANDE qu'au sein de la Fédération des Syndicats d'Ingénieurs et Cadres C.F.T.C. soient mises sur pied des Sessions périodiques au cours desquelles les adhérents des Syndicats auront la possibilité :

— de compléter efficacement leur formation ;

— de se tenir au courant de tous les problèmes d'actualité dont procèdent d'ailleurs les prises de positions syndicales.

## TOURISME

LOURDES : Hôtel LECUYER. Très bon hôtel à l'entrée des Sanctuaires, bd de la Grotte. Ascenseur. Site incomparable. Prix spéc. Se recommand. du Journal.

NICE HOTEL-PENSION GILBERT

14, rue Portinax  
PLEIN CENTRE - TOUT CONFORT  
Prix très modérés Ecrire

Dans notre prochain numéro nous publierons

- + Les autres rapports présentés au Congrès
- + Les interventions
- + Les discussions



# ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

## Plusieurs Conventions Collectives signées

DEPUIS la parution du dernier *Cadres et Profession* nous avons signé plusieurs Conventions collectives. Ce sont :

LE 15 AVRIL :

### ASSURANCES

La Convention pour les Cadres de la Région parisienne a été signée après plusieurs années de discussions. Elle est complète. Nous en reparlerons.

LE 22 AVRIL :

### PUBLICITÉ

La Convention de la Publicité, en discussion depuis quatre ans, s'applique à tous les personnels. Elle se compose des clauses générales et de deux annexes. L'une pour les employés, l'autre pour les cadres. Elle comprend des classifications et un barème de salaires.

LE 3 MAI :

### ENTREPRISES DE TRACTION SUR BERGES

Les clauses générales et celles relatives au personnel ouvrier ont été signées le 11 décembre 1952, c'est l'annexe relative aux cadres que nous avons signée ce 3 mai. Elle comprend aussi des classifications et des bases de salaires. A signaler que cette Convention s'applique à un nombre très réduit et très spécialisé d'entreprises.

LE 20 MAI :

### LAITERIE

Elle était aussi en discussion depuis quatre ans. Ce sont les clauses générales et celles relatives aux ouvriers et employés qui viennent d'être signées. Cette convention doit être complétée par deux annexes pour les agents de maîtrise et les Cadres. Elle comprend aussi un barème de salaire, il est d'ailleurs la reproduction des accords antérieurs conclus et renouvelés depuis 1951. Ce barème de salaire a été révisé, le point salaire passe de 154,26 à 169,87, ce qui donne une augmentation de plus de 10 % depuis avril 1952. On trouve plus loin la base du nouveau barème de cette industrie.

### INDUSTRIE DE LA CONSERVE

Nous avons eu une première réunion avec les représentants patronaux de la Conserve avec qui nous avons examiné le projet d'annexe Cadre à la Convention nationale de la Conserve. Bien que le projet qui nous a été

### LAITERIE

#### BASES DU BAREME DE SALAIRE DES CLASSES DE LA CONVENTION COLLECTIVE

Article premier. — Les salaires minima des ouvriers à l'heure sont, pour chaque catégorie professionnelle, déterminés par la formule suivante :

Coeff. x base hiérarch. : 98 fr.

100

Pour une durée de 40 heures par semaine, soit 173 h. 33 par mois pour les employés, agents de maîtrise et cadres, les salaires minima sont déterminés par la formule suivante :

Coefficient x 16.987 francs

100

Art. 2. — Les salaires minima prévus par l'article précédent sont améliorés comme suit pour les plus basses catégories :

Coefficient	Salaire horaire
100	126 francs
108	127 —
115	128 —
125	132 —
135	135 —

Art. 3. — Les salaires minima indiqués aux articles précédents subissent des abattements égaux aux deux tiers de ceux qui résultent des arrêtés maintenus en vigueur par l'article 2 de la loi n° 50.205 du 11 février 1950.

Ces salaires sont applicables à dater du 1<sup>er</sup> avril.

soumis soit en nette amélioration sur celui que nous avons eu à débattre il y a un peu plus de deux ans, nous avons soulevé un certain nombre de points que nous estimons nécessaire de voir figurer dans cette convention. Il semble que nous obtiendrions satisfaction. Cette annexe prévoit des congés de maladie, une indemnité de licenciement et une indemnité de départ en retraite. Sur la durée des vacances, nous ne sommes pas entièrement d'accord, peut-être arriverons-nous à trouver le point qui nous y mettra. Pour que cette annexe soit complète, il reste à y faire figurer les classifications et un barème de salaire correspondant. Pour les classifications il ne paraît pas qu'il y ait de difficulté, par contre nous savons qu'il sera difficile de débattre des salaires, à cause des difficultés existant en ce moment dans l'industrie de la Conserve.

Nous serions peut-être disposés à accepter ce point de vue patronal si nos interlocuteurs prenaient l'engagement formel que nous discuterions des salaires dans un délai de six à dix mois par exemple. Nos collègues intéressés pourraient nous dire ce qu'ils en pensent.

### SALAISSONS

Dans la salaison les discussions pour la région parisienne ont mal tourné au sujet des salaires. L'ostacisme patronal a poussé le personnel de chez Olida et Géo à faire grève ; ce qui leur a valu une augmentation de 7 % par voie de recommandation, ils ne correspondent pas aux 15 % demandés ; il est vrai que les patrons avaient offert 4 % pour répondre à la demande de 15 %, puis 6,35 % à condition que le personnel qui ne bénéficie d'aucune retraite abandonne le projet en cours, qui devait être institué. On ne peut être plus compréhensif du côté patronal !... Pour l'instant les pourparlers sont suspendus.

### SUCRE

Une Convention collective nationale est en cours de discussion, nous devons être convoqués au début de juin pour en examiner les clauses. Il est prévu une annexe pour les cadres.

### BOIS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Nos projets ont été soumis aux délégations patronales de ces industries. Nous pensons en commencer la discussion très prochainement.

## ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

### Compagnie des Chargeurs Réunis

#### SIÈGE SOCIAL

##### DELEGUES DU PERSONNEL

Deux listes en présence : celle de la C.F.T.C. et celle du « Syndicat du Personnel Sédentaire de la Compagnie Maritime des Chargeurs Réunis » (Syndicat qui n'est affilié à aucune fédération).

Résultat du scrutin du 17 mars 1955

##### COLLEGE

« CADRES ET MAÎTRISE »  
4 sièges à pourvoir.  
Nombre d'électeurs inscrits 186  
Nombre de votants ..... 147  
Bulletins blancs ou nuls... 10

Suffrages exprimés ..... 137

Titulaires :

Liste C.F.T.C. : moyenne des voix : 72, 2 élus.  
Liste du Syndicat C.M.C.R. (Syndicat maison) : moyenne des voix : 53,33, 2 élus.

Suppléants :

Liste C.F.T.C. : moyenne des voix : 80,75, 3 élus.

Liste du Syndicat C.M.C.R. : moyenne des voix : 46,33, 3 élus.

## MÉTALLURGIE

CERTAINS de nos adhérents ont été intrigués par divers communiqués de presse annonçant d'abord que les pourparlers concernant la Convention collective des Ingénieurs et Cadres de la Métallurgie étaient rompus puisque cette Convention était signée.

Voici quels sont les faits réels :

On sait que les négociations relatives à cette Convention étaient suspendues depuis février 1952, par suite de divergences portant sur quelques dispositions : congés payés, congés maladie, congédiement, retraites.

A différentes reprises, nous avons, en accord avec les autres Organisations, relancé l'U.I.M.M. afin de reprendre les négociations, mais en vain.

La proximité de notre Congrès et de celui de la C.G.C. ayant certainement provoqué une réflexion salutaire chez les employeurs, nous fûmes, il y a environ un mois, saisi officiellement de nouvelles propositions patronales portant sur les points en litige.

Ces propositions furent examinées entre Fédérations C.G.C., F.O. et la nôtre au cours d'une réunion, le 20 avril. Les Organisations syndicales, estimant qu'elles pouvaient servir de base à une reprise des pourparlers, firent connaître à l'U.I.M.M. qu'elles attendaient convocation d'une réunion officielle.

Dans l'intervalle, des difficultés surgirent au sein de l'U.I.M.M., certains Groupements patronaux ne se déclarant pas d'accord sur les propositions transmises. C'est ce que la presse a annoncé comme « rupture des pourparlers ».

Le 23 mai, nous avons reçu une lettre de l'U.I.M.M. nous transmettant, officiellement cette fois, de nouvelles propositions, et nous invitant à une réunion le jeudi 26 mai, à 18 h. 30.

C'est ce que le *Figaro* traduit : « Convention collective conclue » !...

Les propositions patronales portent sur les points suivants :

#### CONGÉS PAYÉS

La durée du congé annuel est fixée à 3 semaines. Pour les cadres autres que ceux de la position 1, ce congé est majoré de 3 jours au bout de la huitième année et de 6 jours au bout de la onzième année, pour aboutir à un maximum de 24 jours ouvrables.

#### CONGÉS DE MALADIE

De 1 an à 5 ans : 3 mois plein tarif et 3 mois à demi-tarif.

De 5 ans à 10 ans : 4 mois plein tarif et 4 mois à demi-tarif.

De 10 ans à 15 ans : 5 mois plein tarif et 5 mois à demi-tarif.

Au-delà de 15 ans : 6 mois plein tarif et 6 mois à demi-tarif.

#### PREAVIS

3 mois.

#### INDEMNITÉ DE CONGÉDIEMENT

Pour la tranche de 1 à 8 ans : 1/5<sup>e</sup> de mois par année de service.

Pour la tranche au-delà de 8 ans : 11/20 de mois par année de service.

Maximum : 16 mois.

#### DEPART EN RETRAITE

A partir de 65 ans, remplacement de l'indemnité de congédiement par une indemnité de fin de carrière égale à :

1 mois de traitement après 5 ans.	5 ans.
2 — — — — —	10 ans.
3 — — — — —	20 ans.
4 — — — — —	30 ans.

En cas de départ volontaire entre 60 et 65 ans, le Cadre recevra une allocation de :

1 mois après 10 ans.	10 ans.
2 — — — — —	20 ans.
3 — — — — —	30 ans.

Notre Conseil de la « Métallurgie » a été convoqué, et notre décision sera prise en toute connaissance de cause.

A. B.

## TEXTILE

## Nouveaux salaires

PAR la voix de l'Information des Cadres, notre responsable textile, Louis LEMAIRE a informé nos adhérents du Textile, que des pourparlers étaient engagés avec l'Union Textile depuis le début du mois de mars, en vue d'une révision des salaires des Ingénieurs et Cadres.

Les efforts des porte-parole des Cadres ont abouti, puisque nous reproduisons ci-dessous le nouveau barème minimum des salaires Textiles, adopté le 26 avril.

### BARÈME DES RÉMUNÉRATIONS MINIMA GARANTIES AUX INGÉNIEURS ET CADRES DES TEXTILES NATURELS

Article premier. — Le présent accord est conclu :

— Compte tenu des accords des 18 novembre et 17 décembre 1954 qui ont suivi le décret du 9 octobre 1954 et qui assurent des garanties de rémunération aux ouvriers d'une part, aux employés, techniciens et agents de maîtrise d'autre part ;

— Et pour maintenir la situation hiérarchique des cadres.

Art. 2. — Les ingénieurs et cadres dont les positions repères ont été définies par l'article 11 de l'annexe n° 4 à la Convention collective nationale, sont assurés de recevoir les rémunérations annuelles minima garanties suivantes :

	Après la période d'essai	Après 1 an d'empl. dans la fonction
<b>POSITION I</b>		
<b>Débuts</b>		
De 21 à 24 ans .....	445.700 fr.	462.000 fr.
De 24 à 27 ans .....	561.900 —	582.000 —
Après 27 ans .....	639.400 —	662.000 —
<b>POSITION II</b>		
<b>Ingénieurs et collaborateurs assimilés</b>		
Première catégorie .....	639.400 fr.	662.000 fr.
Deuxième catégorie .....	697.600 —	722.000 —
Troisième catégorie .....	728.500 —	754.000 —
Quatrième catégorie .....	761.500 —	788.000 —
<b>POSITION III</b>		
<b>Cadres et assimilés</b>		
Classe A .....	697.600 fr.	722.000 fr.
Classe B .....	968.800 —	1.003.000 —
Classe C .....	1.162.600 —	1.203.000 —

Ce barème sera adapté régionalement compte tenu des classifications existantes.

Pour les positions supérieures, il sera tenu compte des dispositions de l'article 11 de l'annexe n° 4.

Art. 3. — Les chiffres ci-dessus s'entendent pour les grands centres textiles (zone A — 3,33 % pour le SMIG, — 5 % pour les barèmes de salaires) ; dans les autres, ils subissent les abattements de zone appliqués aux barèmes de salaires. Pour la région parisienne, ils doivent être majorés de 5,26 %.

Ces chiffres comprennent tous les éléments permanents de la rémunération, tels qu'ils sont définis à l'article 7 de l'annexe n° 4.

Ils s'entendent pour l'horaire hebdomadaire légal et s'appliquent conformément aux dispositions de l'article 8 de l'annexe n° 4 (rémunération forfaitaire).

Art. 4. — Les entreprises sont tenues de s'assurer que la rémunération annuelle de leurs cadres est au moins égale aux nouvelles garanties.

Art. 5. — Le présent accord,

ayant une base annuelle, s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1955.

NOTA. — En ce qui concerne la Position III, le barème ne fait état que des minima des classes A, B, C, prévues par l'annexe IV de la Convention collective, soit respectivement pour les coefficients 360, 500 et 600. Il est bien entendu que lorsque des accords régionaux ou locaux ont prévu des postes repères à des coefficients intermédiaires, il y aura lieu d'en tenir compte proportionnellement.

C'est ainsi qu'une fonction classée au coefficient 400 correspondra les minima suivants :

a) Après la période d'essai : 775.100 annuellement ;

b) Après un an d'essai : 802.000 annuellement.

L'accord prévoit du reste des adaptations régionales qu'il appartient aux Syndicats intéressés de réaliser.

De même, il y a lieu de tenir compte de la différence des abattements de zone, en plus (pour Paris), en moins pour les autres centres textiles classés pour les salaires à — 5 % par rapport à Paris.

Suite ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

ÉDITION

PAGE 12



# LA GESTION DES ORGANISMES de Sécurité Sociale en Belgique

Il nous a paru qu'il n'était pas inutile, à titre d'information, de mettre sous les yeux de nos lecteurs, dont un certain nombre s'intéressent aux problèmes posés par la gestion de la Sécurité Sociale (et notamment nos amis Administrateurs et Cadres de Direction des Caisses), cet article, lu dans le journal belge *Le Droit de l'Employé*, de la Centrale Nationale des Employés (Organisation syndicale Chrétienne de Belgique).

Y. R.

Depuis quelques temps déjà, les milieux socialistes s'agitent fort autour d'une question qui semblait cependant avoir emporté un accord unanime depuis plusieurs années. Il s'agit de la gestion paritaire des organismes auxquels sont confiés les fonds provenant des cotisations sociales.

Cela est dû au fait que ces Messieurs ayant dû constater, dans les faits, la force grandissante du syndicalisme chrétien, et sentant petit à petit leur mainmise sur la classe ouvrière diminuer, ont repris leur vieux cheval de bataille, celui du monopole de la représentation des travailleurs. En vertu de cette théorie, qui fait sa réapparition à un moment où ils ne peuvent plus tabler sur leur prédominance numérique, ils s'efforcent d'écarter les chrétiens de la politique sociale, prétextant d'une collusion entre ceux-ci et le patronat catholique qui aurait, toujours d'après eux, noyauté les organisations patronales.

Comme il serait évidemment beaucoup trop flagrant de réclamer une représentation paritaire dans laquelle les socialistes obtiendraient la moitié des mandats, l'autre moitié étant réservée aux syndicalistes chrétiens et aux patrons, ils ont essayé de trouver un biais. La gestion de tous les organismes sociaux étant confiée soit à des fonctionnaires, soit à un personnel dont le statut est très proche de celui des agents de l'Etat, le Ministre du Travail, en socialiste bon teint, a décidé de s'octroyer les pouvoirs les plus larges en ce qui concerne les nominations et révocations qui y sont faites. Par un Arrêté qu'il a pris fin novembre 1954, le Ministre Troclet s'est arrogé dans ce domaine des prérogatives qui, jusqu'à cette date, appartenaient au conseil d'administration des organismes précités.

Il l'a évidemment fait d'une manière déguisée en prétextant d'une réorganisation des Services dépendant du Ministère du Travail, de façon à arriver à une meilleure utilisation du personnel qui y était affecté.

Cependant, personne n'a été dupe de cette manœuvre. A tel point qu'au Conseil National du Travail a été constituée une Commission chargée d'étudier le problème de la gestion paritaire.

Le Ministre du Travail en a d'ailleurs été averti par le Président du Conseil, M. Fuss, et a de nouveau voulu échapper à ses responsabilités, en répondant à cette communication qu'il ne considérerait nullement que l'Arrêté royal du 22 novembre 1954 était susceptible d'influencer l'ordre des travaux de la Commission. Car, déclare-t-il, « dans mon esprit le problème de la gestion paritaire est tout différent de la question purement administrative qui fait l'objet de cet Arrêté royal ».

Les organisations patronales et

la C.S.C. ne se contentant pas de cette explication, ont manifesté leurs regrets que cet Arrêté ait été promulgué sans consultation préalable du Conseil national du Travail. Et les représentants socialistes au C.N.T. se sont vus contraints, parce qu'ils n'auraient pu nier les buts lointains de la mesure prise par le Ministre, d'exprimer eux aussi leurs regrets et de protester contre la procédure suivie, ajoutant toutefois, pour ne pas être trop méchants vis-à-vis du camarade Troclet, que ces regrets et ces protestations étaient exprimés pour autant qu'ils vivent également tous les derniers Ministres du Travail.

D'autre part, la F.I.B. et la C.S.C. avaient fait connaître directement au Ministre du Travail leur mécontentement et leur désapprobation des mesures qu'il avait cru bon d'adopter.

Il y a peut-être encore d'autres raisons à la politique adoptée par le Ministre. En effet, celui-ci a parfois besoin d'avoir les mains libres pour régler certains problèmes à peu de frais. C'est ainsi qu'en octobre, pour faire face aux engagements pris par le Gouvernement en matière de pensions de vieillesse tout en camouflant les fortes dépenses que l'urgence politique du problème allait entraîner, le Ministre du Travail a demandé aux organismes parastataux axés sur la Sécurité sociale, de mettre à la disposition de son Service des Pensions de Vieillesse, un certain nombre d'agents pour une période de trois mois, afin de permettre au Service intéressé de résorber un retard assez important dans la liquidation des dossiers Pensions de Vieillesse. Pour des raisons budgétaires propres au département, ajoutait-il, il demandait cependant que les frais de traitement du personnel détaché restent à la charge des organismes qui les employaient.

Au F.N.A.M.I., cela n'a pas été sans entraîner des retards dans la liquidation de certaines affaires urgentes et, en outre la remarque du Comité national qu'il ne s'agissait pas d'imputer de pareilles dépenses à la charge du F.N.A.M.I. pour alléger d'autant le budget du Ministère du Travail. Tout ceci montre bien dans quel esprit le Ministre Troclet a repris les commandes du Ministère du Travail et a résolu sans aucun doute d'entrer dans l'histoire par le chemin de son Ministère; dès lors il veut en être le maître absolu de façon que toute la politique sociale belge soit dictée par lui et porte son empreinte. Fallait-il même pour cela supprimer par exemple cette gestion paritaire dont les travailleurs font tant de cas, mais qui, dans l'optique ministérielle, est inutile lorsqu'un pays a la chance de posséder un aussi bon Ministre du Travail que M. Troclet!

Inutile de dire que nous ne nous embarquons pas dans cette galère! Pour nous, les capitaux

gérés par les organismes sociaux, continuent à constituer une propriété inaliénable des travailleurs. Ce ne sont, somme toute, que des salaires indirects ou différés. Par conséquent, la manière d'en disposer intéresse, avant tous autres, les travailleurs. Ce n'est que pour des raisons d'opportunité et dans le but de créer un climat social plus favorable que nous acceptons dans les circonstances actuelles de voir les représentants patronaux gérer avec nous ces fonds sociaux. Ce n'est qu'à titre accessoire, à notre avis, que les fonctionnaires sont appelés à participer à cette gestion et uniquement dans la mesure où l'Etat, parce qu'il soutient financièrement certains secteurs et qu'il est en définitive le garant du bien commun, est en droit d'exercer un certain contrôle.

Mais, en tout cas, il ne peut être question de laisser à l'arbitraire d'un Ministre, quel qu'il soit, de réger en maître absolu et de disposer à sa guise de l'argent appartenant aux travailleurs pour réaliser ses plans, aussi bien intentionnés soit-il. Car les bonnes intentions ne suffisent pas, il faut aussi tenir compte de l'opinion des intéressés.

Un homme averti en valant deux, nous voulons croire que la personnalité dédoublée de notre Ministre du Travail aura assez de champ pour exercer son activité, sans avoir à empiéter sur un domaine où il n'a pas grand-chose à venir faire!

## PAGES A LIRE

### GUIDE PRATIQUE des primes et prêts à la construction

Le régime des primes et prêts à la construction, institué par la loi du 21 juillet 1950, est d'un intérêt capital pour tous ceux qui désirent construire: plus de 300.000 logements en ont bénéficié jusqu'à présent.

Mais le système qui, à l'origine, était simple, est devenu très complexe. La diversité des cas d'application a, en effet, progressivement conduit à une réglementation touffue.

Le Guide pratique des primes et prêts à la construction groupe les dispositions légales en vigueur et traite, sous une forme simple et directement utilisable, des points suivants:

- les primes ordinaires (600 fr. le m<sup>2</sup>);
- les primes des logements économiques et familiaux (1.000 francs le m<sup>2</sup>);
- les prêts spéciaux (Crédit Foncier et Sous-Comptoir des Entrepreneurs);
- les prêts complémentaires qui allègent l'apport personnel).

L'exposé est suivi de 20 annexes qui seront particulièrement appréciées par le lecteur: exemples concrets d'application, modèles de demandes de primes et prêts, sommaires de pièces à fournir, adresses des Directions départementales du Ministère de la Reconstruction et du Crédit Foncier, etc.

Cet ouvrage sera précieux aux particuliers et administrations qui désirent construire, aux notaires, aux Publics, 32, rue Le Peaux agents immobiliers, ainsi qu'aux architectes et entrepreneurs.

Editions du « Moniteur des Travaux », Paris (9<sup>e</sup>). L'exemplaire: 475 fr.; franco: 500 fr. C.C.P. 703-13 Paris.

## ÉDITION

# LES RETRAITES

NOS amis de l'Édition ont été appelés à répondre à un référendum relatif à des modifications des statuts de notre Caisse d'Allocations Complémentaires de Retraites.

Le référendum, légalement obligatoire, comportait des modifications de rédaction, sur lesquelles personne ne pouvait hésiter, puisqu'elles répondaient à une simple nécessité de mise au point.

La seule question importante, relative à la revalorisation des salaires anciens (avant 1947) avait été étudiée de près par le Conseil d'Administration, qui avait décidé d'apporter à l'ancien texte les précisions qui lui manquaient.

En réalité, c'était un problème de gestion, particulièrement difficile à comprendre pour les membres cotisants de la Caisse qui ne peuvent suivre au jour le jour les détails de l'exécution.

Les résultats du référendum, dont le dépouillement a eu lieu le 12 mai, sont particulièrement encourageants pour les membres du Conseil d'Administration et les Délégués syndicaux qui se sont attachés à ce problème de retraites.

En effet, les chiffres sont les suivants:

- Inscrits ..... 11.480
- Votants ..... 8.380
- Pour ..... 8.074
- Contre ..... 119
- Blancs ou nuls .. 187

Ils prouvent:

1° Par le pourcentage des votants — 72 % — que tous sont très attachés au bon fonctionnement de leur Caisse de Retraites;

2° Par la majorité des approbations — 96 % des votants — que, malgré la difficulté de comprendre

les raisons profondes des modifications proposées, le personnel de l'Édition fait à ses représentants au Conseil d'Administration une pleine confiance.

Administrateurs et représentants syndicaux y sont très sensibles, et de tels résultats, parce qu'ils montrent combien l'action menée était urgente et attendue de tous, les récompensent de leurs travaux et leur donnent plus d'autorité encore pour persévérer.

Ch. GOURIOU.

★

## NOUVEL Accord de Salaires

Un nouvel accord de salaire a été signé le 26 avril dernier, qui majore à dater du 1<sup>er</sup> avril le barème des salaires contenu dans la convention collective. Pour les Cadres, ils deviennent:

Coefficient	Appoint. Minima
300.....	50.721
325.....	54.948
350.....	59.175
375.....	63.402
400.....	67.628
425.....	71.855
475.....	80.309
500.....	84.535
525.....	88.762
550.....	92.989

### PAS DE SYNDICATS SANS COTISATIONS

Êtes-vous à jour des vôtres ?  
N'attendez pas un rappel pour être en règle avec votre trésorier

## PETITES ANNONCES

### Demandes d'emploi

1767. — Directeur technique de tissage diplômé de l'Ecole des Arts et Industries Textiles de Roubaix — major promotion — connaissances approfondies en planing et comptabilité industrielle. 34 ans, 7 ans de pratique, recherche place correspondant France, Colonies ou Etranger, libre immédiatement.

1768. — Ingénieur formation générale étendue. Longue expérience industrie électrique (production, transformation, distribution et utilisation) mécanique générale, entretien d'usines, comptabilité, prix de revient, organisation du travail, administration, expérience professionnelle recherche place correspondant à ses connaissances industries mécaniques, électriques ou chimiques.

1769. — Chef-comptable, comptabilité générale, fiscalité, contentieux, import-export, recherche situation Métropole. Libre de suite.

1770. — Ingénieur électricien E.E. I.P. célibataire, dix ans de pratique industrielle technico-commerciale, recherche situation France ou pays de langue française.

1771. — Ex-chef de fabrication confection connaissant méthodes d'organisation et d'analyse du travail avec études des mouvements et chronométrage. Cherche situation où il pourrait mettre en œuvre ses connaissances d'organisation et d'analyse. A dirigé nombreux personnel. A fait entretien d'appareillage électrique et mécanique.

1772. — Chef comptable. Longue expérience. Htes références. Retour de colonie. Connaissant bien Sociétés Anonymes et autres fusion, transformation de Sociétés.

Inventaire, bilan, plan comptable, secrétariat d'Assemblées générales. Libre de suite. Cherche emploi stable colonies et à défaut Métropole.

1773. — Chef comptable, diplômé études commerciales, excellentes références, recherche poste chef comptable. Libre de suite.

1774. — Bachelier ès-sciences, sérieuse formation bancaire comptable diplômé. Inspecteur de vente dans une importante entreprise industrielle, a créé l'Agence de Paris. Libre à la suite de suppression de poste. Recherche situation de Cadre administratif ou commercial.

1775. — Chef comptable — diplômé — a occupé important service administratif, a exercé chez expert-comptable. Hautes références. Recherche emploi similaire.

Rédaction - Administration  
26, RUE MONTHOLON  
— PARIS (IX<sup>e</sup>) —  
Téléph. : TRU. 91-03  
C. C. Paris 4169-19

AGENCE PUBLICAT  
24, boulevard Poissonnière  
PARIS (IX<sup>e</sup>)  
Téléphone : TAIIbout 64-11  
Le numéro : 20 francs  
Abonnement : 200 francs par an.

Le gérant : A. BAPAUME

Imprimerie spéciale  
de « Cadres et Profession »  
5, rue du Cornet, Le Mans — 33.488  
Exécuté par des Ouvriers syndiqués